

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale . . .

Les ministres s'engagent à alimenter la reprise

Réunis du 20 au 24 septembre à Dubaï, les grands argentiers du monde entier ont décidé de redoubler d'efforts pour dynamiser la reprise de l'économie mondiale, reprendre les négociations commerciales en panne, atteindre les Objectifs de développement du millénaire (ODM) et reconstruire l'Iraq. L'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, qui se tenait pour la première fois au Moyen-Orient, a regroupé les délégations de 184 pays membres, auxquelles se sont ajoutés des milliers d'autres participants — banquiers, représentants d'organisations de la société civile, universitaires et journalistes — qui ont pris part aux événements organisés en marge de l'assemblée.

Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et Président en exercice du comité directeur du FMI (voir page suivante)



Évaluation du système financier japonais . . .

Il faut éponger les créances douteuses pour rétablir la santé du secteur bancaire



M. Ingves : Je sais par expérience que, si les banques s'en remettent à l'économie pour résoudre leurs problèmes, elles risquent de ne jamais sortir de l'ornière.

Malgré plusieurs initiatives, le secteur financier du Japon accuse toujours des faiblesses qui pèsent sur la reprise. C'est ce qui ressort d'un diagnostic minutieux du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), qui engage le Japon à redoubler d'efforts pour s'attaquer aux prêts improductifs du secteur bancaire et entreprendre les réformes structurelles propres à assainir le système financier. Stefan Ingves, Directeur du Département des systèmes monétaires et financiers, et Paul Hilbers, Chef de division au sein de ce département, ont dirigé ce travail d'évaluation. Ils ont répondu aux questions du Bulletin sur le PESF et ses conclusions.

BULLETIN : Le secteur financier du Japon connaît des difficultés et la croissance y est faible. Ne suffirait-il pas de relancer l'économie pour remettre le secteur bancaire sur les rails?

M. INGVES : Je sais par expérience que, si les banques s'en remettent à l'économie pour résoudre leurs problèmes, elles risquent de ne jamais sortir de l'ornière. Il faut prendre conscience du problème, ne pas se voiler la face et s'atteler à la recherche d'une solution. Cela signifie que chaque banque doit prendre son bilan et s'attaquer aux créances douteuses une à une. (suite page 290)

Fonds monétaire international
VOLUME 32
NUMÉRO 17
13 octobre 2003

Dans ce numéro

265
Évaluation du système financier japonais

ASSEMBLÉE ANNUELLE
265
Aperçu général

268
Allocutions d'ouverture
Köhler, Wolfensohn

269
Conférence de presse de clôture

271
Communiqué du CMFI

274
Conférence de presse du CMFI

275
Communiqué du Comité du développement

278
Communiqué du Groupe des Sept

280
Communiqué du Groupe des Dix

280
Communiqué du Groupe des Vingt-Quatre

283
Pleins feux sur le Moyen-Orient

285
Les perspectives de réforme au Moyen-Orient

288
Conférence de presse des ministres des finances africains

292
Approbation d'un prêt pour l'Argentine

295
Perspectives de l'économie mondiale

Lire aussi . . .

267
Principaux taux du FMI

286
Sur le site du FMI

294
Publications récentes



(le Comité monétaire et financier international — CMFI), s'est félicité que l'Assemblée ait été fructueuse et a déclaré à la presse que les participants étaient déterminés à «montrer que les changements économiques qui interviennent dans le monde entier ne sont pas forcément synonymes d'appauvrissement pour des millions de personnes, mais peuvent enrichir jusqu'aux groupes les plus pauvres» (voir la conférence de presse du CMFI page 274). Ces propos ont été repris par le Directeur général du FMI, Horst Köhler, pour qui «ces réunions ont démontré que l'esprit de coopération multilatérale était intact et vigoureux», ce qui, après l'échec récent des négociations commerciales à Cancún, est, à ses yeux, «le résultat le plus important de cette assemblée.»



Le Secrétaire au Trésor américain, John Snow, à gauche, et le Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, Gordon Brown, se rendent à la réunion des ministres des finances du Groupe des Sept à Dubaï.

Il faut alimenter la reprise

Pour les dirigeants économiques, la priorité doit être de consolider la reprise encore fragile de l'économie mondiale. D'après M. Köhler, «la multiplication des indices de reprise dans nombre de régions est le signe bienvenu que l'économie mondiale est sans doute entrée dans une meilleure passe» (voir page 268). Le FMI prévoit une croissance de 3,2 % de l'économie mondiale en 2003, puis de 4,1 % en 2004, taux légèrement supérieur à la normale. Kenneth Rogoff, Conseiller économique du FMI, a déclaré aux

journalistes avant la réunion du CMFI que «les incertitudes géopolitiques immédiates se sont atténuées, les effets différés de l'éclatement de la bulle boursière s'estompent et les importantes mesures de relance qui ont été prises commencent à porter leurs fruits» (voir *Perspectives de l'économie mondiale*, page 295).

Cependant, M. Köhler a rappelé que, «pour que la reprise progresse, il conviendra d'être vigilant et de conduire une politique économique volontaire», en citant deux risques majeurs : les déséquilibres prononcés des comptes courants internationaux et la persistance d'un endettement public élevé dans de nombreux pays. Les pays doivent maintenant consolider les fondements de la croissance intérieure et «permettre une plus grande flexibilité des taux de change, le cas échéant».

Ces remarques faisaient écho à celles du Groupe des Sept, pour qui il est souhaitable d'assouplir davantage

les taux de change pour permettre aux zones économiques et aux principaux pays de promouvoir l'ajustement en douceur et généralisé du système financier international sur la base des mécanismes du marché» (voir le communiqué de presse du G-7, page 278). Les marchés ont vu dans cette déclaration une nouvelle volonté de voir le dollar baisser. La confusion a toutefois régné pendant un certain temps, le Secrétaire au Trésor américain, John Snow, ayant qualifié dans un premier temps la position du G-7 de «changement fondamental», avant d'affirmer que la politique du dollar fort des États-Unis restait inchangée, alors que d'autres participants, dont le Royaume-Uni et le Japon, déclaraient que rien n'avait changé.

Pour ce qui est de la surveillance, M. Köhler s'est dit encouragé par le soutien du CMFI en faveur du cadre de la surveillance du FMI, qui a été élaboré ces dernières années afin de faciliter la prévention des crises et de promouvoir la stabilité et une croissance durable de l'économie mondiale. «Je crois que, grâce à nos efforts conjoints, le système financier international est déjà plus solide,» a-t-il déclaré. Le CMFI demande au FMI de surveiller de plus près les pays présentant une importance particulière pour l'ensemble du système ainsi que les retombées de l'évolution des marchés de capitaux.

L'impasse de Doha

L'échec des négociations commerciales de l'OMC à Cancún la semaine précédente a fait planer une ombre sur les réunions et sur les perspectives de l'économie mondiale. «Cet échec devrait alerter la communauté internationale, a dit M. Köhler. Nous savons tous que le commerce est l'agent le plus puissant de la croissance mondiale et de la réduction de la pauvreté. Or, cet agent est particulièrement efficace lorsqu'il opère dans un cadre multilatéral, fondé sur des règles. Maintenant, il faut que toutes les parties fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour sortir de l'impasse et retourner à la table de négociation dès que possible. Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants des grands pays industrialisés détiennent les clés du succès des négociations — l'agriculture restant la clé de tout progrès décisif. Je réaffirme que le FMI est décidé à chercher des solutions pour fournir aux pays un appui financier ciblé, qui permettrait d'atténuer les éventuelles retombées temporaires de l'accomplissement de leurs engagements au titre du cycle de Doha.»

De façon assez inhabituelle, le CMFI et le Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale ont invité les institutions de Bretton Woods à préparer un rapport sur les conséquences probables pour l'économie mondiale d'un échec du cycle de Doha, et à l'envoyer aux chefs d'État accompagné d'une lettre exhortant les ministres du commerce à retourner à la table de négociation. Le Groupe des 24 a cependant clairement imputé l'échec des négociations aux pays riches, en dé-

nonçant le «refus des grandes économies avancées d'éliminer les obstacles aux importations agricoles et d'abolir les subventions accordées à leurs agriculteurs» (voir le communiqué du G-24, page 280). Fouad Siniora, Ministre des finances du Liban et Président en exercice du Groupe des 24, a déclaré à la presse que «les pays en développement estiment qu'ils sont victimes de discrimination, qu'on ne leur donne pas la possibilité de se développer et que les termes de l'échange leur sont défavorables». Il craint que, si cette question n'est pas résolue, les pays auront recours à la politique dommageable du chacun pour soi, en érigeant encore plus d'obstacles au commerce au détriment de toutes les parties.

La réalisation des ODM

En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, le Comité du développement a prié instamment la Banque mondiale «de collaborer avec le FMI pour examiner le bien-fondé des formules envisageables, un mécanisme international de financement par exemple, pour mobiliser l'important surcroît de ressources qui seront nécessaires à moyen terme et qui pourront effectivement servir à obtenir des résultats concrets et à accélérer les progrès en direction des ODM» — dont l'un est de réduire de moitié d'ici à 2015 le taux de pauvreté par rapport à 1990 (voir communiqué du Comité du développement, page 275). L'aide publique au développement n'a jamais été aussi faible par rapport au revenu des pays donateurs ; elle représente aujourd'hui 0,22 % de leur PNB, contre 0,5 % dans les années 60, alors que les revenus des pays développés n'ont jamais été aussi élevés.

«Les leviers de commande sont entre trop peu de mains et trop de gens ont trop peu à espérer. Trop de débordements, trop de guerres. Trop de souffrances», a déclaré M. Wolfensohn, en appelant de ses vœux un nouvel équilibre au niveau mondial entre nations riches et nations pauvres. Cela est essentiel non seulement pour faire reculer la pauvreté, mais aussi pour assurer la sécurité et la paix. Après tout, a observé M. Wolfensohn, dans un monde de 6 milliards d'habitants, un milliard possède 80 % du PIB mondial et un autre milliard a moins d'un dollar par jour pour vivre; les pays riches consacrent 56 milliards de dollars par an à l'aide au développement, alors qu'ils dépensent 300 milliards de dollars en subventions agricoles et 600 milliards pour la défense ; les pays pauvres, quant à eux, consacrent 200 milliards de dollars aux dépenses militaires, soit plus qu'à l'éducation.

Le G-24 a invité instamment les pays riches à fournir en temps opportun un surcroît substantiel et prévisible d'aide publique au développement à court et moyen terme, surtout aux pays d'Afrique subsaharienne, pour aider à la réalisation des ODM, et à honorer leur engagement de longue date d'ouvrir leurs marchés. Le Ministre des finances et du budget du Burkina Faso, Jean Baptiste Compaoré a déclaré à la presse que, «pour les

pays comme le Burkina Faso, où plus de 40 % de la population vit de la culture du coton, les menaces qui pèsent sur ce secteur vont compromettre la réalisation des ODM, que tous ces pays s'efforcent d'atteindre» (voir la conférence de presse des ministres africains, page 288).

L'Iraq

Pour ce qui est de l'Iraq, les grands argentiers ont réaffirmé qu'ils soutenaient l'effort multilatéral de reconstruction et de remise en état du pays ravagé par la guerre, après que MM. Köhler et Wolfensohn eurent demandé que soit

mis fin aux querelles afin que les bailleurs de fonds internationaux puissent faire leur travail. La prochaine étape sera une conférence des donateurs, qui se tiendra à Madrid les 23 et 24 octobre et où les institutions multilatérales, dirigées par la

Banque mondiale, devraient présenter une évaluation exhaustive des besoins. Des ministres du Conseil ministériel soutenu par les États-Unis étaient présents à l'Assemblée annuelle en tant qu'«invités spéciaux». Ils ont annoncé un programme de réformes économiques fondées sur les mécanismes du marché, en chiffrant les besoins de reconstruction du pays à 70 milliards de dollars. M. Köhler a déclaré qu'il était essentiel que le peuple iraquien lui-même ait la maîtrise de tout programme de réforme. ■



Wim Duisenberg, à gauche, Président de la Banque centrale européenne, s'entretient avec Giulio Tremonti, Ministre des finances italien.

Principaux taux du FMI			
Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
15 septembre	1,55	1,55	2,05
22 septembre	1,55	1,55	2,05
29 septembre	1,54	1,54	2,03
6 octobre	1,54	1,54	2,03

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des pays dont les monnaies — euro, yen, livre sterling et dollar EU — composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : www.imf.org/cgi-shtl/bur:pl?2003.
Des informations générales sur les finances, y compris ces taux, sont disponibles à www.imf.org/external/fin.htm.
Source : Département financier du FMI.

Allocutions d'ouverture . . .

MM. Köhler et Wolfensohn attirent l'attention sur le fossé entre riches et pauvres

La notion d'équilibre a occupé une place centrale dans les allocutions du Directeur général du FMI, Horst Köhler, et du Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, lors de l'Assemblée annuelle des deux institutions qui s'est déroulée à Dubaï, aux Émirats arabes unis. M. Köhler a évoqué le rétablissement d'un équilibre mondial et M. Wolfensohn la correction des déséquilibres entre riches et pauvres.

S'exprimant devant le Conseil des gouverneurs du FMI, M. Köhler a évoqué en particulier les défis auxquels est confrontée l'économie mondiale, qui, a-t-il dit, semble désormais être entrée dans une meilleure passe. Il a cependant mis en garde contre tout triomphalisme en rappelant que l'échec des négociations commerciales de Cancún n'avait pas renforcé la confiance dans le monde. Malgré la multiplication des signes de reprise dans certaines régions, «pour que la reprise soit équilibrée

et que nous revenions à un rythme de croissance mondiale solide et soutenu, il faudra élargir en particulier notre perspective au-delà des nécessités du moment pour nous attaquer aux sérieux problèmes fondamentaux auxquels nombre de nos économies continuent de se heurter», a-t-il déclaré.

Il a recensé un certain nombre de risques qui continuent d'hypothéquer la croissance de l'économie mondiale et la stabilité financière internationale, notamment l'existence de déséquilibres prononcés des comptes courants internationaux et la persistance d'un endettement public élevé dans de nombreux pays. Par exemple, l'Europe et le Japon, où le vieillissement de la population annonce des problèmes à venir, doivent agir sans plus tarder pour assainir leurs finances publiques à moyen terme. Il a fait observer que, dans plusieurs pays à marché émergent où l'accumulation des réserves a été rapide et les excédents du compte courant sont élevés, une plus grande flexibilité des taux de change serait utile tant au niveau national qu'au niveau mondial.

Enfin, le net infléchissement de la politique des finances publiques aux États-Unis a stimulé l'économie mondiale pendant cette période de fléchissement de l'activité et, a-t-il dit, «nous attendons maintenant des États-Unis qu'ils établissent un programme crédible de rééquilibrage budgétaire sur le cycle conjoncturel».

Dans son allocution d'ouverture, M. Wolfensohn a attiré l'attention sur les déséquilibres en matière de revenu, de dépenses et de population entre les pays riches et les pays pauvres. Les premiers, par exemple, consacrent 56 milliards de dollars par an à l'aide au développement, alors qu'ils dépensent 300 milliards de dollars en subventions agricoles et 600 milliards pour la défense; les pays pauvres, quant à eux, consacrent 200 milliards de dollars aux dépenses militaires, soit plus qu'à l'éducation. À ses yeux, les Objectifs de développement du millénaire, sur lesquels les dirigeants mondiaux se sont entendus il y a trois ans, sont remarquables. Ils forment la base d'un marché entre les pays en développement et les pays industrialisés, aux termes duquel les premiers se sont engagés à améliorer les politiques qu'ils mènent. Ils ont déjà accompli des progrès dans ce sens, a fait observer M. Wolfensohn, mais des réformes restent nécessaires, en particulier pour lutter contre le clientélisme et la corruption.

De leur côté, les pays développés ont décidé de soutenir les efforts déployés par les pays en développement en renforçant leurs capacités, en accroissant l'aide et en ouvrant davantage leurs marchés. Ils ont eux aussi réalisé des progrès, mais pas assez. Les allègements de dettes sont insuffisants et le niveau de l'aide n'a jamais été aussi faible. En outre, deux tiers des pauvres du monde vivent de l'agriculture. À Cancún, les pays en développement ont revendiqué avec force un nouvel équilibre et un nouvel ensemble de priorités, mais les pays riches n'ont avancé que des propositions qui ne répondaient pas à leurs principales exigences dans ce domaine fondamental.

De l'avis de M. Köhler, l'échec de Cancún devrait alerter la communauté internationale. «Nous savons tous que le commerce est l'agent le plus puissant de la croissance mondiale et de la réduction de la pauvreté», a-t-il déclaré, en ajoutant que ce sont les dirigeants des grands pays industrialisés qui détiennent les clés du succès des négociations. Comme M. Wolfensohn, il estime que la réalisation des ODM nécessite davantage de financement pour le développement et il a rappelé leurs engagements aux pays avancés.

M. Köhler a cependant observé que la lutte contre la pauvreté progressait. «J'appelle de mes vœux la poursuite de notre coopération étroite avec Jim Wolfensohn et la Banque mondiale, à laquelle il revient de diriger nos travaux communs au bénéfice des pays à faible revenu», a-t-il dit. Les deux dirigeants considèrent qu'il est essentiel de développer la coopération, à la fois pour dynamiser la croissance de l'économie mondiale et pour construire un monde meilleur. ■



Horst Köhler : Nous attendons maintenant des États-Unis qu'ils établissent un programme crédible de rééquilibrage budgétaire sur le cycle conjoncturel.



James Wolfensohn : Les leviers de commande sont entre trop peu de mains et trop de gens ont trop peu à espérer.

Conférence de presse de clôture . . .

Le FMI et la Banque mondiale saluent le regain d'intérêt pour la coopération multilatérale

Lors de la conférence de presse de clôture du 24 septembre, le Président de l'Assemblée annuelle, Kaspar Villiger, le Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, et le Directeur général du FMI, Horst Köhler, sont revenus sur les points forts de l'Assemblée. On trouvera ci-dessous un résumé de leurs déclarations liminaires, suivi d'extraits de la séance de questions-réponses.

Pour Kaspar Villiger, deux faits ont marqué l'Assemblée annuelle de 2003. Tout d'abord, il semble que l'économie mondiale se redresse, même si la reprise reste fragile. Pour stimuler la croissance et rétablir la confiance, les décideurs doivent poursuivre la mise en œuvre des réformes structurelles et la compression des déséquilibres budgétaires. De nombreux gouverneurs ont regretté que les négociations de Cancún n'aient pas produit de meilleurs résultats, qui auraient pu renforcer la confiance et dynamiser la croissance mondiale.

Ensuite, poursuit M. Villiger, il faut avancer plus vite sur la voie des Objectifs de développement pour le Millénaire si on veut les réaliser d'ici à 2015. Pour ce faire, les pays en développement doivent redoubler d'efforts pour adopter des politiques avisées, et les pays industrialisés doivent accroître l'aide publique au développement pour financer la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté. Nombre de gouverneurs ont insisté sur l'importance de permettre aux pays en développement et en transition de mieux faire entendre leur voix et de participer davantage à la prise de décision au FMI et à la Banque mondiale.

De l'avis de M. Wolfensohn, l'Assemblée a permis de progresser sur deux fronts. Premièrement, les discussions ont été marquées par un meilleur équilibre entre pays développés et en développement; de surcroît, les échanges sur le rapport entre l'aide et le commerce, l'allègement de la dette et les engagements pris de part et d'autre à Monterrey étaient empreints de réalisme. Deuxièmement, la tenue de la réunion à Dubaï a permis au Moyen-Orient de projeter l'image d'une région en expansion et à fort potentiel.

M. Köhler a trouvé lui aussi des motifs d'encouragement dans les débats de l'Assemblée, d'abord parce que l'économie mondiale est «bien engagée sur la voie de la reprise», ensuite parce que les échanges ont confirmé l'existence d'un esprit de coopération multilatérale et, enfin, en raison de la politique adoptée par les Émirats arabes unis. Selon M. Köhler, les Émirats ont le mérite de compter sur leurs capacités et leur créativité propres. Ils sont responsables, confiants, ouverts sur l'extérieur. Ce type d'attitude, est nécessaire pour le monde arabe, mais aussi pour le monde tout entier.

QUESTION : Quels sont les principaux résultats de l'Assemblée 2003 du FMI et de la Banque mondiale?

M. WOLFENSOHN : Tout d'abord, l'économie — qui est au centre de toutes les questions de développement — semble s'être renforcée. Ensuite, nous avons eu des échanges très fructueux sur la corrélation entre commerce, aide et annulation des dettes. De l'avis général, il faut traiter ces questions en urgence et probablement à plus grande échelle que dans le passé. Après Cancún, nous sommes convenus qu'il fallait trouver un meilleur équilibre entre la voix des pays développés et celle des nations en développement.

M. KÖHLER : J'ajouterais que l'important, au-delà des questions d'argent, est la prise de conscience du fait que nous sommes tous embarqués dans le même bateau : pays pauvres, pays riches et pays à marché émergent.

QUESTION : Les pays industrialisés ont-ils pris des engagements concrets pour combattre la pauvreté et promouvoir un véritable libre-échange au lieu de dresser de nouvelles barrières contre les importations agricoles?

M. WOLFENSOHN : J'ai eu le sentiment que les participants à l'Assemblée étaient conscients de faire partie du même monde et décidés à s'attaquer aux problèmes dans un esprit très positif. Je n'ai pas noté d'hostilité particulière. Cela ne signifie pas que des chèques vont être immédiatement distribués, mais que les participants étaient prêts, cette fois-ci, à mettre à profit les discussions pour tenter de résoudre ensemble des questions difficiles. Il est probable que l'on accordera dorénavant davantage d'attention aux effets à long terme de la pauvreté. Un pays riche qui prêterait davantage attention à cette question devra aussi se montrer plus actif. J'ai décelé à ce sujet un état d'esprit différent dans la salle.

QUESTION : Quel message la Banque mondiale peut-elle adresser au peuple iraquien pour le convaincre que son existence sera bien meilleure en 2004 qu'en 2003?

M. WOLFENSOHN : Nous avons clairement défini notre position : en ce qui concerne la reconstruction, nous

L'important, au-delà des questions d'argent, est la prise de conscience du fait que nous sommes tous embarqués dans le même bateau : pays pauvres, pays riches et pays à marché émergent.

Horst Köhler



Les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale, entourés de photographes, lors de la conférence de presse de clôture.



sommes engagés sur le long terme. D'ailleurs, je dois rencontrer des représentants du peuple iraquien tout à l'heure pour évaluer leurs besoins. Nous participerons à toutes les réunions préliminaires, y compris celle d'octobre, et nous aurons bientôt une équipe complète qui se mettra au travail dès que possible avec le peuple iraquien. Nous ne disposons pas encore de chiffres, car nous devons d'abord savoir ce qu'en pensent les gens qui vivent en Iraq. Personne n'essaie de fausser ou de dissimuler quoi que ce soit. Nous suivons un processus, que nous mènerons à terme début octobre.

M. KÖHLER : Les dirigeants du monde doivent faire taire leurs différends sur l'Iraq et parvenir à un consensus, de sorte que la communauté internationale s'unisse et que la Banque mondiale, le FMI et d'autres puissent travailler en Iraq aux côtés du peuple iraquien.



Horst Köhler, Directeur général du FMI, à gauche, Kaspar Villiger, Président et Ministre des finances de la Suisse et James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, lors de la conférence de presse de clôture.

QUESTION : M. Wolfensohn, de toute évidence votre principal actionnaire ne partage pas votre réticence à publier les chiffres de la Banque mondiale sur l'Iraq. [L'ambassadeur] Paul Bremer [administrateur principal en Iraq] a déclaré au Congrès que la Banque mondiale — et non les États-

Unis — évaluait les besoins à 60–70 milliards de dollars sur 45 ans. Ces chiffres sont-ils exacts ou, du moins, proches de la vérité?

M. WOLFENSOHN : Les estimations de M. [John] Taylor se rapprochent de la vérité. Je dispose de projets et d'estimations préliminaires succinctes, mais nous n'en avons pas encore discuté avec nos amis iraqiens. À ce stade, il serait donc imprudent de ma part de vous donner des estimations. Je ne sais pas exactement comment le Sous-secrétaire au Trésor, M. Taylor, conçoit l'utilisation des 60–75 milliards de dollars. Il s'agit peut-être des ressources nécessaires à la gestion du pays, aux gros travaux de reconstruction et à tout ce qui concerne le pétrole et la sécurité. Nous publierons des informations complètes à ce sujet, mais pas avant d'avoir consulté l'ensemble des intéressés. M. Taylor est en droit de publier des estimations, mais ce ne sont pas des estimations de la Banque mondiale.

QUESTION : La dette iraquienne est estimée à environ 300 milliards de dollars, un montant apparemment impossible à assumer par un pays dans une telle situation. Dans l'hypothèse de l'annulation de la dette ira-

quienne, qui serait responsable des engagements financiers à l'égard de la Banque mondiale et du FMI : l'administration américaine ou le gouvernement provisoire iraquien, qui n'a pas encore été reconnu par tous les États du monde?

M. KÖHLER : Je ne suis pas en mesure de confirmer le chiffre de 300 milliards de dollars de dette. Il est possible qu'il comprenne à la fois la dette souveraine et la dette privée, ainsi que les réparations au titre des guerres passées. Il est certain que l'Iraq a accumulé une lourde dette et que l'allègement doit faire partie de l'effort général de reconstruction.

QUESTION : Quelle légitimité accordez-vous aux réformes économiques draconiennes proposées par un Conseil de gouvernement iraquien dépourvu de légitimité démocratique?

M. WOLFENSOHN : Je m'entretiendrai de ces questions avec la délégation iraquienne. Ce programme n'est pas le nôtre et je ne le connais pas très bien. Je ne peux donc rien en dire pour l'instant.

M. KÖHLER : Pour ce qui est du programme économique iraquien, je peux seulement dire que je ne l'ai pas vu et que personne n'en a discuté avec moi. Il faut le considérer comme un pas en avant, une première position concrète sur une démarche possible. L'expérience nous a enseigné qu'il était important que les gens prennent en main leurs propres politiques. Sinon, ça ne marche pas. Je conseillerais de travailler avec le peuple iraquien et de tirer les leçons de l'expérience des autres pays. Le débat doit inclure tout le monde.

QUESTION : M. Köhler, le communiqué du G-7 sur les changes parle de flexibilité. Dans votre discours d'hier, vous avez utilisé l'expression «plus grande flexibilité des taux de change, le cas échéant». Avez-vous choisi cette formule parce que vous estimez que la réaction des marchés des changes et des actions durant le week-end représentait à vos yeux le type d'évènement quelque peu désordonné que le FMI est chargé précisément d'éviter?

M. KÖHLER : Il ne faut pas exagérer l'importance de la réaction initiale des marchés. Je pense qu'ils baisseront à nouveau. Il était bon de dire que les déséquilibres mondiaux devaient se résorber de façon ordonnée. La première réponse a été claire : il faut que la croissance s'accélère en dehors des États-Unis. Il existe aussi une concordance de vues sur le fait, et c'est aussi mon avis, que les taux de change peuvent contribuer à un ajustement ordonné, mais nous ne devons certainement pas promouvoir le rôle des changes en usant de pressions et de déclarations publiques. Nous devons en discuter. Il faut examiner les données économiques fondamentales et reconnaître que nous sommes tous dans le même bateau. Je suis donc très heureux de l'issue de la réunion des ministres à ce sujet. ■

Communiqué du CMFI . . .

Une reprise rapide des négociations du cycle de Doha est essentielle pour la croissance

Voici le texte intégral du communiqué du Comité monétaire et financier international qui a tenu sa huitième réunion à Dubaï le 21 septembre.

Le Comité note avec satisfaction que les signes d'affermissement de l'activité économique dans de nombreux pays se multiplient et qu'il y a de meilleures chances pour que la reprise mondiale se poursuive et prenne de la vigueur. Les principales incertitudes qui planaient lors de notre dernière réunion, en avril, se sont atténuées. Cependant, des risques subsistent dans de nombreux pays; aussi importe-t-il que les décideurs soient prêts à prendre les mesures nécessaires. Le Comité insiste sur l'importance d'une étroite coopération internationale et d'une action déterminée de la part de tous les pays membres pour favoriser une reprise économique vigoureuse, durable et largement répartie.

Le Comité souligne que, à mesure que la reprise progresse, tous les pays ont intérêt à ce que la croissance économique soit plus équilibrée et s'accompagne d'un ajustement ordonné. Des réformes structurelles soutenues et vigoureuses dans de nombreux domaines et les sources intérieures de croissance sont importantes à cet égard. Le Comité convient que le FMI doit continuer à prêter une attention particulière à la question des taux de change dans l'ensemble des pays membres.

Il est urgent que la communauté internationale enregistre des avancées sur le plan du commerce et du développement. Les ministres réaffirment leur engagement politique sans réserve en faveur d'une approche multilatérale régulée de la libéralisation du commerce et appellent de leurs vœux des progrès concrets et substantiels. Les ministres sont déçus du blocage des négociations commerciales à Cancún. Ils recommandent que les négociations du cycle de Doha reprennent dans les meilleurs délais, car celui-ci est crucial pour une croissance mondiale solide et la réalisation de nos objectifs de développement. Ces négociations devraient porter avant tout sur les dossiers importants pour tous les pays : l'ouverture des marchés, avec des conditions d'accès équitables, et la réduction des subventions qui faussent les échanges dans tous les domaines, notamment dans l'agriculture. Le Comité réaffirme qu'il est crucial d'aplanir les obstacles et d'aller de l'avant sans tarder, et appelle tous les pays à apporter leur contribution. Il souligne l'importance de l'initiative du FMI en vue de porter assistance aux pays pour les aider à faire face aux effets temporaires de réformes commerciales qui contribueront au cycle de Doha.

Dans les pays avancés, la politique monétaire devrait continuer à soutenir la demande dans un contexte d'inflation faible et il conviendrait de laisser jouer les stabilisateurs automatiques dans le cadre d'orientations générales à moyen terme crédibles pour assurer l'assainissement des finances publiques. La mise en œuvre énergique de réformes structurelles, ainsi qu'un gouvernement d'entreprise plus rigoureux et transpa-

rent, sont indispensables pour assurer une croissance plus vigoureuse et équilibrée de l'économie mondiale. Aux États-Unis, où l'orientation de la politique budgétaire a largement soutenu l'activité, la politique des finances publiques devra être axée sur le raffermissement de la viabilité à moyen terme. En Europe, les progrès des réformes structurelles devraient être accélérés et approfondis de manière à la fois à renforcer les incitations au travail, l'investissement et la concurrence, et à faire face aux pressions budgétaires liées au vieillissement de la population. Au Japon, il faudra poursuivre les efforts pour renforcer le secteur bancaire et le secteur des entreprises et mettre fin à la déflation, ainsi que pour enclencher l'assainissement des finances publiques sur le moyen terme.

L'amélioration des conditions sur les marchés financiers offre aux économies de marché émergentes une précieuse occasion de poursuivre l'application de réformes institutionnelles et structurelles ambitieuses qui, conjuguées à des politiques macroéconomiques saines, amélioreront les perspectives de croissance et réduiront les vulnérabilités. De nombreux pays ont renforcé leurs politiques, mais il faut que les efforts continuent de porter en priorité sur l'amélioration de la situation budgétaire, le renforcement du secteur bancaire et du secteur des entreprises, la réduction des vulnérabilités des bilans et la promotion d'une croissance plus largement répartie. La croissance s'est affermie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'enjeu pour la région sera cependant d'accélérer le rythme de croissance à moyen terme et d'absorber l'augmentation rapide de la population active.

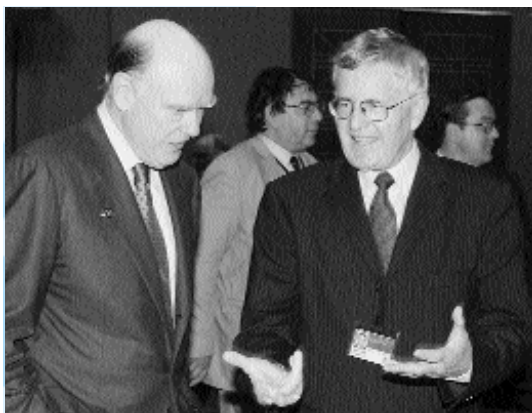
Le Comité réaffirme son soutien à un effort multilatéral pour reconstruire et remettre en valeur l'Iraq et se félicite du rôle constructif que joue le FMI. Il attend avec intérêt la conférence des bailleurs de fonds qui doit avoir lieu à Madrid le mois prochain, sur la base d'une évaluation exhaustive des besoins effectuée par la Banque mondiale et le FMI. Le Comité est favorable à ce que le FMI fournisse à l'Iraq, conformément à ses politiques, une aide financière et son concours dans d'autres domaines.

Dans de nombreux pays à faible revenu, les perspectives de croissance se sont améliorées, grâce à des politiques macroéconomiques et des réformes intérieures mieux adaptées. Cependant, une nette accélération de la croissance sera nécessaire pour réduire la pauvreté et atteindre les Objectifs de développement



Le Ministre des finances saoudien, Ibrahim Al-Assaf, à gauche, et Mervyn King, Gouverneur de la Banque d'Angleterre.





John Snow, Secrétaire au Trésor américain, à gauche, et Kaspar Villiger, Ministre des finances suisse.

pour le Millénaire énoncés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Cela exigera une consolidation des institutions et du cadre de la politique économique, une meilleure gouvernance, des flux d'aide plus abondants et plus efficaces et de meilleurs débouchés commerciaux. Les pays africains devraient poursuivre activement la mise en

œuvre dans toute la région du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), afin en particulier de créer un terrain plus propice à l'investissement et à une croissance tirée par le secteur privé.

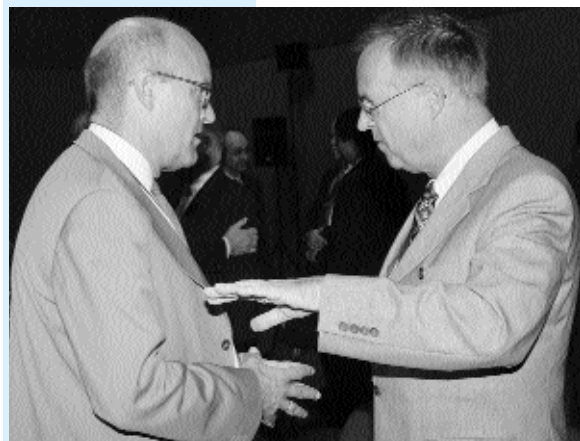
Renforcer la surveillance du FMI et promouvoir la stabilité financière internationale

L'exercice par le FMI d'une surveillance renforcée et efficace est indispensable pour renforcer la prévention des crises et promouvoir la stabilité et la croissance durable de l'économie mondiale. Le Comité se félicite des réformes en cours pour consolider le cadre de la

surveillance du FMI et souligne qu'il est important de renforcer et mettre en œuvre cette surveillance de façon cohérente et équitable pour tous les pays membres. Le Comité note aussi avec satisfaction qu'une plus grande attention est désormais accordée aux marchés de capitaux dans le cadre de la surveillance et il encourage le FMI et le Forum de stabilité financière à travailler

ensemble pour identifier les lacunes et améliorer encore l'évaluation des faiblesses systémiques des marchés financiers.

Le Comité insiste sur la nécessité que le FMI continue d'améliorer la qualité et l'efficacité de sa surveillance et d'en faire un meilleur instrument de persuasion. Pour ce faire, il devra affiner sa surveillance, surtout des pays présentant une importance particulière pour l'ensemble du système ou d'une région, s'employer à faire en sorte que ses conseils soient davantage suivis d'effets, et poursuivre les efforts déployés pour que les évaluations offrent une perspective nouvelle. Le Comité examinera avec intérêt les progrès réalisés à ces différents égards, après la revue bisannuelle de la surveillance par le Conseil d'administration, en 2004.



Gunnar Lundt, Ministre des finances suédois, à gauche, et son homologue allemand, Hans Eichel.

Le Comité souligne qu'il est particulièrement important que la surveillance vise en priorité à identifier les problèmes potentiels assez tôt et permette de fournir avec franchise des conseils en matière de réforme. À cet égard, les membres du Comité ont recensé plusieurs axes cruciaux pour l'année à venir : les progrès des réformes structurelles et de la mise en place de cadres budgétaires viables à moyen terme, la réduction des vulnérabilités des bilans, y compris le manque de concordance des monnaies de libellé des actifs et passifs, le renforcement de la viabilité de la dette, et la promotion de mesures visant à réduire les déséquilibres internationaux.

Le Comité souligne qu'il est important que les conseils que le FMI fournit à ses membres soient caractérisés par une plus grande transparence et une plus grande franchise. Il note que le Conseil d'administration a récemment approuvé une politique de publication volontaire mais de principe des rapports du FMI sur les consultations au titre de l'article IV et des documents relatifs aux programmes ainsi que les dispositions plus rigoureuses concernant l'accès exceptionnel aux concours du FMI.

Le Comité affirme qu'il est favorable à des solutions permettant d'atteindre certains des objectifs des lignes de crédit préventives (LCP), qui visent à réduire les vulnérabilités et à fournir un soutien à titre de précaution aux pays membres poursuivant des politiques solides afin de les aider à faire face à des développements financiers externes. Il appelle de ses vœux la poursuite des travaux sur ce dossier.

Le Comité salue les progrès qui ont été réalisés dans le sens d'un renforcement du cadre de résolution des crises, en particulier l'inclusion par un nombre croissant de pays de clauses d'action collective dans leurs contrats d'émissions internationales d'obligations souveraines, et il en encourage l'utilisation volontaire par les autres pays. Il appelle en outre le FMI à promouvoir cette pratique. Le Comité attend avec intérêt les résultats des efforts menés par les débiteurs souverains et les créanciers privés pour élaborer un code de conduite volontaire et encourage le FMI à continuer de contribuer à ces travaux. Il se félicite la poursuite des travaux sur les sujets d'intérêt général pour la résolution ordonnée des crises financières, en particulier la transparence et l'information financière, l'agrégation des créances et l'équité entre créanciers. Le Comité souhaite recevoir un rapport d'étape à sa prochaine réunion.

Accélérer la réduction de la pauvreté et consolider les bases d'une croissance économique durable dans les pays à faible revenu

Le Comité souligne que le FMI peut être d'un grand secours pour les pays à faible revenu en les aidant à réaliser une croissance rapide et durable et à réduire la pauvreté, en étroite collaboration avec la Banque mondiale. Il estime que ce soutien doit être fermement aligné sur les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et que le FMI doit travailler dans ses domaines de compétence, aux côtés de la Banque mondiale, pour faciliter la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire. Le FMI doit rester

engagé aux côtés des pays à faible revenu sur le long terme de diverses manières : assistance technique bien ciblée, renforcement des capacités, surveillance et, le cas échéant, assistance financière temporaire. Le Comité examinera avec intérêt la collaboration entre le FMI et la Banque mondiale dans ce domaine lors de sa prochaine réunion.

Le Comité insiste sur l'importance des initiatives visant à améliorer le soutien du FMI aux pays à faible revenu, notamment celles qui tendent à garantir que le cadre de la politique macroéconomique favorise une croissance plus forte et soutenue et la réduction de la pauvreté, à améliorer la gouvernance et renforcer les institutions pour soutenir la croissance et le développement du secteur privé, à réduire la vulnérabilité aux chocs et à aider les pays à s'affranchir d'une longue dépendance à l'égard des concours financiers du FMI lorsqu'ils y sont prêts. Le Comité souligne en outre l'importance de l'assistance technique et attend avec intérêt les résultats de la réflexion sur l'adaptation des instruments du FMI et de l'examen du financement de la FRPC. Le Comité souhaite procéder à un examen approfondi des progrès réalisés lors de sa prochaine réunion.

Le Comité souligne qu'il est urgent d'améliorer les débouchés commerciaux des pays à faible revenu et de relever le niveau et l'efficacité des ressources que les bailleurs de fonds mettent à leur disposition. Pour aider à la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire, le Comité appelle le FMI à coopérer avec la Banque mondiale aux travaux sur l'efficacité de l'aide, la capacité d'absorption et les mécanismes d'évaluation fondés sur les résultats, ainsi qu'à l'examen des avantages des diverses options et mécanismes de financement, tels qu'une facilité de financement internationale, qui visent à mobiliser le surcroît substantiel de ressources nécessaire à moyen terme. Les pays en développement et les pays émergents devraient aussi être étroitement associés à cette réflexion. Le Comité souhaite recevoir un rapport sur cette question d'ici la prochaine Assemblée annuelle.

Le Comité prend note des progrès qui ont été réalisés en ce qui concerne l'octroi d'allègements de dette aux pays les plus pauvres dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée. Il invite le FMI à mettre au point, en collaboration avec la Banque mondiale, des stratégies pour aider les pays à mettre en œuvre les politiques et réformes nécessaires pour atteindre au plus vite les points de décision et d'achèvement et à sortir durablement du surendettement. Le Comité engage instamment tous les créanciers qui ne l'ont pas encore fait à débloquer la totalité de l'allègement de dette et invite le FMI à faire rapport sur le respect des engagements pris par les pays. Il reconnaît qu'il est important d'accorder, le cas échéant, un complément d'allègement et prend note des discussions en cours sur la méthodologie y afférente et ses conséquences financières.

Autres questions

Le Comité souligne que, pour que le FMI soit efficace en tant qu'institution coopérative, tous ses membres doivent disposer d'une voix et d'une représentation

adéquates. Le Comité se félicite des mesures qui sont prises pour que les pays en développement et en transition soient mieux à même de participer plus efficacement à l'élaboration des politiques et à la prise de décision au FMI. Il prend bonne note du rapport du Conseil d'administration du FMI sur les quotes-parts, la représentation et la voix des pays en développement et en transition et demande au FMI de poursuivre l'examen de ces dossiers; il fera le bilan des progrès accomplis à sa prochaine réunion. Le Comité recommande que la ratification du quatrième amendement des Statuts soit menée à terme.

Le Comité accueille avec satisfaction les nouvelles mesures qui ont été prises par la communauté internationale pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que les progrès du programme pilote de 12 mois dans ce domaine. Le Comité est encouragé par la poursuite de la collaboration étroite entre le FMI, la Banque mondiale, le GAFI et les homologues régionaux de ce dernier et par la participation d'un nombre croissant de pays et il est favorable à l'intensification de l'assistance technique indispensable dans ce domaine. Le Comité encourage tous les membres à adopter des lois et pratiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui soient conformes aux normes internationales reconnues, et il prendra connaissance avec intérêt du rapport complet qui sera établi à l'issue du programme pilote.

Le Comité salue le travail du Bureau indépendant d'évaluation ainsi que le rôle qu'il joue en développant la culture de l'apprentissage, l'efficacité et la responsabilité du FMI. Il souligne qu'il importe que le FMI poursuive ses travaux sur l'utilisation prolongée des ressources du FMI, les crises du compte de capital et l'ajustement budgétaire à la lumière des recommandations du BIE.

Le Comité exprime son appréciation pour le travail accompli par Shigemitsu Sugisaki dans ses fonctions de Directeur général adjoint et par Kenneth Rogoff dans ses fonctions de Conseiller économique. ■

Le CMFI tiendra sa prochaine réunion à Washington, le 24 avril 2004.



Zhou Xiaochuan, à gauche, Gouverneur de la Banque populaire de Chine, et Horst Köhler, Directeur général du FMI.



Jamaludin Mohd Jarjis, à gauche, Ministre des finances malaysien et Mohammed Khirbash, Ministre d'État pour les finances et l'industrie des Émirats arabes Unis.

Conférence de presse du CMFI . . .

Gordon Brown exhorte le monde à ne pas céder au protectionnisme ni au défaitisme

Le 21 septembre, Gordon Brown, Président du Comité monétaire et financier international (CMFI) et Horst Köhler, Directeur général du FMI, ont tenu une conférence de presse à l'issue des débats du CMFI. Le Comité, ont-ils déclaré, a réaffirmé son attachement au multilatéralisme et l'évolution de l'économie mondiale inspire à nouveau un certain optimisme (tempéré toutefois par la conscience aiguë qu'il faut remédier aux déséquilibres internationaux). Un consensus existe au sein du Comité quant à la nécessité de relancer les négociations commerciales multilatérales, viabiliser la dette des pays à faible revenu, redynamiser les efforts pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) et reconstruire l'Iraq.

Les gouverneurs, selon M. Brown, partagent tous la conviction que, maintenant que la reprise de l'économie mondiale est amorcée, chaque pays doit prendre ses responsabilités pour raviver la croissance. Ils ont souligné l'importance de poursuivre les principales réformes structurelles et ont invité l'Europe à accélérer la mise en œuvre de

son programme de réformes, le Japon à continuer de renforcer ses secteurs bancaire et financier, et les États-Unis à orienter davantage leur politique budgétaire sur la viabilité à moyen terme. À cet égard, M. Köhler insisté sur le fait qu'un «esprit de multilatéralisme» serait indispensable pour renforcer la croissance en dehors des États-Unis et parvenir à une plus grande souplesse des taux de change — deux conditions incontournables pour résorber de façon ordonnée les déséquilibres actuels de l'économie mondiale.

Le Directeur général du FMI, Horst Köhler, à gauche, s'adresse à la presse lors de la conférence du CMFI, sous le regard de Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni.



Le Directeur général du FMI, Horst Köhler, à gauche, s'adresse à la presse lors de la conférence du CMFI, sous le regard de Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni.

Le dossier commercial

La réunion du CMFI ayant eu lieu juste après l'échec de Cancún, la situation des négociations commerciales multilatérales était particulièrement d'actualité. Malgré la déception suscitée par cet échec, la détermination existe bel et bien de ne pas céder au protectionnisme ni au défaitisme. La réunion a été l'occasion de réaffirmer l'importance d'un engagement politique sans réserves en faveur d'une libéralisation du com-

merce fondée sur le multilatéralisme et un système de règles. Les gouverneurs ont en outre recommandé que les négociations du cycle de Doha reprennent sans tarder, ce qui, a souligné M. Brown, est crucial pour la vigueur de la croissance mondiale et la réalisation des objectifs de développement.

Pour bien montrer qu'il importe d'aller de l'avant et que chaque pays apporte sa contribution, le CMFI a demandé aux dirigeants du FMI et de la Banque mondiale de préparer un rapport sur la place essentielle du commerce dans le programme de développement, en mettant en évidence la nécessité que les négociations commerciales reprennent le plus vite possible afin de faire aboutir le cycle de Doha. Le CMFI a aussi demandé que ce rapport soit envoyé à tous les chefs d'État, ministres des finances et ministres du commerce, accompagné d'une lettre des dirigeants des deux institutions.

Cette lettre, a expliqué M. Köhler, aura une double finalité : rappeler les avantages bien connus de la libéralisation du commerce pour les pays pauvres comme pour les pays riches, et replacer ces avantages dans un contexte plus large, en montrant en particulier qu'ils faciliteraient la réalisation des ODM. Les négociations commerciales ne se résument pas uniquement à des débats techniques, a dit M. Köhler; elles requièrent aussi une volonté de les faire progresser avec efficacité.

Le Comité a aussi demandé au FMI de mettre des ressources à la disposition des pays qui en auront besoin pour s'adapter à la libéralisation des échanges commerciaux. À un journaliste qui demandait si cela voulait dire que le FMI soutiendrait les agriculteurs français, M. Brown a répondu que non. Cette assistance s'adressera aux pays en développement et aux pays émergents pour les aider à faire face aux problèmes d'ordre commercial. On espère que, ces aspects étant réglés, l'attention se concentrera davantage sur les subventions qui gênent le commerce, notamment dans le secteur agricole, et que cela encouragera toutes les parties concernées à accepter des compromis. Les ministres des finances sont optimistes à cet égard.

Les riches et les pauvres

Le CMFI voulait aussi montrer, a dit M. Brown, que les changements économiques qui interviennent dans le monde ne sont pas forcément synonymes d'appauvrissement pour des millions de personnes, mais peuvent enrichir jusqu'aux groupes les plus pauvres.

Photographies : Denio Zara, Padraic Hughes et Michael Spilotro (FMI).

Les gouverneurs ont demandé spécifiquement au FMI d'établir un rapport sur les insuffisances des opérations d'allègement de dette et de réfléchir, en coopération avec la Banque mondiale, à l'efficacité de l'aide, à la capacité d'absorption des pays et à des mécanismes d'évaluation fondés sur les résultats. Le FMI a aussi été invité à examiner, avec la Banque mondiale, les diverses mesures et mécanismes de financement qui pourraient faciliter la réalisation à moyen terme des Objectifs de développement du millénaire.

Le terrorisme et l'Iraq

Le Comité a noté les progrès accomplis de la lutte contre le financement du terrorisme. Il a rappelé avec force qu'il n'y avait aucun refuge, aucun lieu sûr pour ceux qui financent le terrorisme, en invitant instamment les pays à demander l'assistance technique du FMI pour mettre en place les lois indispensables à cet égard.

Pour ce qui est de la reconstruction et de la remise en valeur de l'Iraq, le CMFI s'est déclaré unanimement en faveur de la poursuite des efforts en cours. À cet égard, il a affirmé une nouvelle fois qu'il était favorable

à une action multilatérale et à ce que «le FMI fournisse à l'Iraq, conformément à ses politiques, une aide financière et son concours dans d'autres domaines». À un journaliste qui l'interrogeait sur une éventuelle crise de financement pour l'Iraq et sur l'issue possible de la conférence des bailleurs de fonds qui aura lieu bientôt à Madrid, M. Brown a répondu qu'une évaluation des besoins réalisée par la Banque mondiale, le FMI et les Nations Unies serait bientôt rendue publique et qu'il appartenait à la conférence des bailleurs de fonds d'arrêter des décisions précises en matière de financement.

Tous concernés

Qu'il s'agisse d'aider à la reconstruction de l'Iraq, d'assurer la viabilité de la dette des pays à faible revenu, de progresser plus vite vers la réalisation des ODM ou de parvenir à une croissance plus équilibrée, les débats du Comité ont montré clairement que toutes ces questions avaient des ramifications internationales et appelaient des solutions multilatérales. Les gouverneurs du monde entier ont reconnu que, plus que jamais, a dit M. Köhler, nous étions tous concernés. ■

Communiqué du Comité du développement . . .

Les ministres réclament une aide accrue et mieux adaptée et la reprise des négociations commerciales

Voici le texte intégral du communiqué du Comité du développement publié à Dubaï le 22 septembre.

Lors de notre dernière réunion, nous avons réaffirmé vigoureusement notre détermination à atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) (présentés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies adoptée par les chefs d'États et de gouvernements à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, le 8 septembre 2000) et plus précisément notre détermination à appuyer l'effort mondial nécessaire pour réduire la pauvreté. Nous renouvelons cet engagement aujourd'hui et poursuivons nos travaux sur la mise en œuvre des stratégies, des partenariats et des actions convenues à Doha, Monterrey et Johannesburg.

Nous accueillons avec intérêt le document qui préconise d'apporter aux pays appliquant de bonnes politiques un financement suffisant et adapté à la situation particulière de chacun. Nous sommes tous d'avis qu'il faudra sans attendre intensifier les efforts déployés pour pouvoir atteindre les ODM et que, pour ce faire, les pays en développement, les pays développés et les institutions internationales devront mener une action plus concertée. Les pays en développement devront continuer de renforcer leurs politiques et leur gouvernance afin que les ressources intérieures, les entrées de capitaux privés et l'aide puissent être utilisées avec profit pour stimuler la croissance, améliorer la prestation de services et réduire la pauvreté. Les pays développés devront appuyer résolument ces efforts en accroissant le volume et la qualité de leur aide, en accordant des allègements de dette et en élargissant l'accès à leurs marchés.

Pour concrétiser ce partenariat qui doit permettre d'atteindre les ODM, il faudra systématiquement chercher à accroître les synergies entre les stratégies de réduction de la pauvreté et les résultats ciblés à plus long terme pour les ODM, à formuler et exécuter les mesures requises pour se rapprocher plus rapidement des ODM, et à identifier les volumes et les formes de financement nécessaires à la poursuite des stratégies convenues. Nous aboutissons ensemble à la conclusion que, pour assurer l'enchaînement des mesures et actions nécessaires pour atteindre les ODM, il sera crucial d'assurer sans retard des financements adéquats et fiables et d'accroître la capacité d'absorption de l'aide par le biais de réformes politiques et institutionnelles. Nous exhortons les pays à prendre sans plus attendre des mesures spécifiques pour concrétiser l'engagement qu'ils ont pris de fournir des ressources supplémentaires au titre de l'aide d'ici 2006. Nous prions également instamment la Banque de collaborer avec le FMI pour examiner le bien-fondé des formules envisageables, un mécanisme international de financement par exemple, pour mobiliser l'important surcroît de ressources qui seront nécessaires à moyen terme et qui pourront effectivement servir à obtenir des résultats concrets et accélérer les progrès en direction des ODM. Il importera aussi de consulter fréquemment les pays en développement et les marchés émergents. Nous demandons à la Banque de nous faire rapport sur cette question à la réunion de printemps 2004.



Trevor Manuel, Président du Comité du développement et Ministre des finances sud-africain.



Il importe, par ailleurs, de modifier la manière dont l'aide est fournie comme l'a mis en évidence la déclaration du forum de haut niveau sur l'harmonisation qui s'est tenu à Rome. Il faudra non seulement rationaliser les procédures et abaisser le coût des opérations, mais aussi faire mieux cadrer l'assistance avec les besoins, les processus et les priorités des pays, axer cette assistance sur les pays qui montrent qu'ils ont les moyens d'atteindre des résultats quantifiables au regard des objectifs de développement et appuyer le renforcement des capacités des pays. Il faudra également que les engagements soient fiables et de longue durée, revêtent une forme qui permette aux pays d'avoir les ressources monétaires nécessaires à la réalisation des ODM et que, lorsque la situation d'un pays s'y prête, notamment pour assurer un

institutions de Bretton Woods aux stratégies et priorités qui ont l'adhésion des pays. À cet égard, nous nous félicitons des efforts actuellement déployés pour promouvoir une plus grande ouverture et transparence, décentraliser les opérations et accroître la diversité du personnel sous tous ses aspects. Nous prions instamment la Banque et le FMI d'intensifier leurs efforts en ce domaine.

Nous constatons avec satisfaction que le Conseil poursuit sa réflexion sur les mesures à prendre pour renforcer les capacités des bureaux des administrateurs des pays en développement et en transition, au siège et dans les représentations. Nous accueillons aussi favorablement le projet de fonds fiduciaire pour les travaux d'analyse qui pourra être utilisé par les administrateurs représentant des pays en développement d'Afrique subsaharienne pour entreprendre des travaux de recherche et d'analyse indépendants sur les questions de développement. Nous demandons à ce que les travaux relatifs à l'adoption de nouvelles mesures de renforcement des capacités, comme le détachement d'effectifs, se poursuivent, et nous attendons avec intérêt l'adoption de mesures concrètes d'ici notre réunion de printemps.

L'examen à mi-parcours d'IDA-13 et les négociations d'IDA-14 sont une occasion opportune de renforcer la participation des emprunteurs au processus de reconstitution des ressources de l'IDA et au processus de prise de décision de ses administrateurs. Nous notons que les pays en développement pourraient sensiblement accroître leur part relative globale des voix en souscrivant la totalité des parts de capital qui leur ont été allouées, et nous encourageons ces pays à prendre les mesures nécessaires à cet égard. Nous souhaitons que l'examen de ces questions se poursuive et que des progrès soient réalisés en ces domaines.

Nous notons que, en raison de la complexité des mesures à prendre pour pouvoir modifier la structure des voix et la composition des groupes représentés par les administrateurs, le consensus politique nécessaire ne pourra être obtenu, à terme, qu'au prix d'importants efforts. Nous savons toutefois qu'il est nécessaire de poursuivre nos travaux en ce domaine. Nous demandons aux administrateurs de nous faire rapport sur tous les aspects de cette question lors des assemblées annuelles de 2004. Une feuille de route indiquant la procédure à suivre et les prochaines étapes sera présentée lors de notre réunion de printemps.

Nous avons fait le point de l'avancement de l'initiative PPTE et nous réaffirmons notre volonté d'atteindre les objectifs qu'elle vise, de la financer dans son intégralité et d'en assurer la mise en œuvre. Nous rappelons également que, conformément aux directives actuelles, un allègement supplémentaire peut être fourni au point d'achèvement, au cas par cas, et nous prenons note des discussions en cours sur la méthode utilisée pour déterminer ce supplément d'aide. Nous avons demandé que cette question continue d'être étudiée. Certains PPTE se heurtent toujours à des obstacles pour atteindre le point de décision et nous encourageons les travaux entrepris par les services de l'institution dans ce domaine, notamment l'application de la stratégie décrite dans le Rapport du groupe de travail de la Banque mondiale sur les pays à faible revenu en difficulté. Nous rappelons l'importance de la pleine participation des créanciers et nous exhortons une fois encore tous les créanciers publics et commerciaux qui ne l'ont pas encore fait à participer à l'initiative PPTE. Nous nous félicitons par ailleurs des décisions prises récemment par certains créanciers qui ne sont pas membres du Club de Paris



De gauche à droite : Trevor Manuel, Président du Comité du développement, Horst Köhler, Directeur général du FMI, Valerie Amos, Secrétaire d'État pour le développement international du Royaume-Uni, Agnes Van Ardenne, Ministre de la coopération au développement des Pays-Bas, et James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale.

endettement tolérable à long terme, une plus grande partie de cette aide soit accordée sous forme de dons et, si cela est justifié, soit utilisable pour financer les dépenses courantes.

Nous continuons de penser que la réalisation du programme de Doha pour le développement est essentiel à la croissance, à la réduction de la pauvreté et à la réalisation de progrès en direction des ODM. Nous regrettons donc l'échec temporaire des négociations commerciales multilatérales survenu lors de la cinquième réunion ministérielle de l'OMC et exhortons tous les participants à tirer parti des progrès accomplis à ce jour et à remettre le processus sur la bonne voie dès que possible. Nous accueillons avec satisfaction l'engagement récemment pris par la Banque et le FMI de fournir un appui aux pays pour qu'ils profitent pleinement d'un système plus libéral des échanges. Nous demandons aussi instamment que se poursuivent les efforts entrepris pour adapter les opérations de prêt de la Banque de manière à appuyer des initiatives commerciales ayant l'adhésion des pays, et concrétiser les études et les diagnostics par des opérations fructueuses.

Comme cela avait été demandé à Monterrey, nous continuons de rechercher des moyens novateurs et pragmatiques pour permettre aux pays en développement et en transition de se faire mieux entendre et de participer réellement aux travaux et au processus de prise de décision de la Banque et du FMI. Or, il n'existe pas de formule unique pour parvenir à ce résultat. La solution consiste plutôt à étaler dans le temps toute une série de mesures dans des domaines différents. La mise au point de l'approche des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) marque une étape du processus engagé pour accroître la réceptivité des

(Inde et Libye). Nous attendons avec intérêt le rapport sur un cadre d'analyse prospective du degré d'endettement tolérable des pays à faible revenu que les services de la Banque et du FMI ont entrepris de préparer et que nous examinerons à notre prochaine réunion. Nous invitons également la Banque et le FMI à poursuivre leurs travaux sur les moyens de contribuer à atténuer la vulnérabilité de ces pays à des chocs exogènes, tels que des variations brutales des cours des produits de base ou des conditions climatiques.

Nous sommes encouragés par les progrès continus du processus DSRP. Nous constatons avec satisfaction que le dialogue avec toutes les parties prenantes sur l'action à mener est de plus en plus ouvert, que l'attention se focalise davantage sur les sources de la croissance, le climat de l'investissement et les mesures à prendre pour réduire la pauvreté et atteindre les ODM, que les priorités sont plus réalistes et mieux définies, que les dépenses publiques axées sur les besoins des pauvres ont augmenté et que l'on s'efforce de renforcer la gestion des dépenses publiques et de mieux intégrer les propositions de dépenses dans les budgets nationaux. Dans le même temps, nous reconnaissons que les objectifs des DSRP sont multiples et parfois difficiles à concilier. Il s'agit maintenant de mener le processus à bonne fin, notamment en faisant cadrer et en harmonisant plus efficacement les procédures des bailleurs de fonds avec les stratégies nationales. Nous demandons également à la Banque et au FMI de répondre aux demandes d'aide émanant de pays qui ont entrepris des analyses d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté (PSIA) et d'élaborer, selon les circonstances, d'autres scénarios qui permettent d'atteindre les résultats visés par les ODM.

Nous soulignons qu'il faut progresser plus vite en direction des ODM relatifs à la fourniture de services et obtenir rapidement des résultats concrets, en particulier grâce à l'initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous (EPT). Nous demandons à la Banque de faire rapport à notre prochaine réunion sur les progrès accomplis au plan du financement et sur les enseignements tirés de la mise en œuvre de cette initiative.

Nous nous réjouissons du regain d'attention porté par le Groupe de la Banque au secteur de l'infrastructure, à la lumière du rôle important que joue ce secteur dans la réalisation d'une croissance économique durable et des ODM, puisqu'il améliore le climat de l'investissement et aide à satisfaire les besoins de développement des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Nous accueillons avec satisfaction le rapport présentant un plan d'action dans ce secteur, ainsi que les suites concrètes qui ont été données aux recommandations du Panel mondial sur le financement des infrastructures dans le domaine de l'eau, et nous invitons le Groupe de la Banque à collaborer avec les pays membres pour faire en sorte que ce plan soit mis en œuvre au plus tôt dans le cadre de leurs stratégies de développement. Nous remarquons en particulier qu'il importe d'intensifier les investissements dans une optique intégrée du développement et que les institutions financières internationales peuvent favoriser une évolution dans ce sens. Nous soulignons que la viabilité à long terme des investissements dans le secteur de l'infrastructure passe par la mise en place de politiques, d'institutions et de capacités de maintenance adaptées. Nous nous félicitons que le Groupe de la Banque redouble d'efforts pour mettre à profit son avantage comparatif, ses connaissances spécialisées et les principes établis en investissant dans des projets d'infrastructure qui se fondent sur les études diagnostiques réalisées

au niveau des pays. Nous prions aussi instamment le Groupe de la Banque d'appuyer les investissements transfrontières, compte tenu en particulier de leurs liens avec le programme commercial. Nous encourageons la Banque, la SFI et la MIGA à continuer de collaborer à des initiatives de nature à faciliter et à promouvoir l'utilisation d'instruments conjoints, dans le cadre d'opérations menées à l'échelon infranational ou qui font appel à des garanties. Enfin, nous notons qu'un nouveau rapport d'étape sera présenté aux administrateurs de la Banque avant notre prochaine réunion, et nous réexaminerons cette question ultérieurement.

Il est essentiel de progresser dans tous les domaines que nous avons évoqués, et dans d'autres encore, si nous voulons atteindre les ODM et obtenir les résultats de développement qui s'y rapportent. Nous accueillons donc avec satisfaction le rapport d'exécution sur le suivi mondial des politiques et des programmes d'action nécessaires en vue d'atteindre les ODM. Celui-ci permettra au Comité d'avoir une vue globale des progrès accomplis sur les points essentiels et des questions à examiner en priorité dans le programme d'action. Il permettra également de renforcer l'obligation de rendre compte. Nous attendons avec intérêt le premier rapport complet qui sera présenté à notre prochaine réunion.

Enfin, nous prenons note des difficultés que traverse actuellement la région dans laquelle nous nous réunissons. Nous nous félicitons de la part active prise par la Banque mondiale aux efforts déployés pour aider à satisfaire les besoins pressants au plan économique et social du peuple palestinien vivant en Cisjordanie et Gaza. Nous nous déclarons par ailleurs satisfaits de ce que fait la Banque pour promouvoir la coopération dans les domaines de l'économie et de l'infrastructure au niveau de la région. Nous constatons le rôle constructif joué par les institutions de Bretton Woods, en concertation avec d'autres organisations internationales, lorsqu'elles se disent prêtes à travailler étroitement avec les Iraquiens à la reconstruction et au développement du pays, de sorte qu'ils puissent prendre eux-mêmes en main à l'avenir la réalisation du potentiel de leur économie. Nous attendons avec intérêt la conférence des donateurs qui se tiendra prochainement sur l'Iraq et qui jouera un rôle crucial dans la mobilisation de ressources suffisantes pour replacer le pays sur la voie du redressement économique. Le programme est ambitieux, mais du succès de l'entreprise en Cisjordanie et à Gaza et en Iraq n'en dépendent pas moins la stabilité et le développement des pays de la région et au-delà.

Nous tenons à exprimer tous nos remerciements aux autorités et au peuple des Émirats arabes unis pour leur chaleureuse hospitalité et la qualité des installations qu'ils ont mises à notre disposition. Nous nous réjouissons de la reconduction du mandat de Trevor Manuel, Ministre sud-africain des finances, en tant que Président du Comité du développement. ■

La prochaine réunion du Comité du développement aura lieu à Washington le 25 avril 2004.



Dinesh Gupta, à gauche, Secrétaire aux finances de l'Inde, salue Zembe Mizoguchi, Vice-Ministre des finances pour les affaires internationales du Japon, au début de la réunion du Comité du développement de la Banque mondiale.



Communiqué du Groupe des Sept . . .

Augmentation de la productivité et création d'emplois : objectifs prioritaires des grands pays industrialisés

Voici la déclaration faite par les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale du Groupe des Sept à l'issue de leur réunion du 20 septembre.

Les chiffres récents montrent que l'économie mondiale se rétablit. Les marchés de capitaux ont rebondi, la confiance s'est accrue, la situation financière s'est améliorée, les prix du pétrole devraient demeurer stables et l'inflation est maîtrisée.

Les politiques macroéconomiques devraient continuer d'appuyer la reprise tout en assurant la stabilité budgétaire à moyen terme. Toutefois, il faut accélérer les réformes structurelles pour renforcer et mieux équilibrer la croissance. Nous saluons les progrès accomplis dans la réforme des régimes fiscaux et régle-

mentaires, des marchés du travail et des systèmes de pension. D'autres efforts s'imposent. Notre priorité absolue est de stimuler la productivité et l'emploi. Nous ferons notre part pour mettre en œuvre d'autres réformes selon le Programme de croissance ci-joint.

Nous insistons une nouvelle fois sur l'importance de fonder les échanges commerciaux sur des règles et sur une approche multilatérale. Nous sommes déçus de l'échec des négociations commerciales de Cancún. Nous réclamons instamment la reprise du cycle de Doha, qui est déterminant pour la croissance mondiale et l'allègement de la pauvreté à l'échelle du monde. À notre avis, les

obstacles immédiats peuvent être éliminés et, grâce aux efforts de tous, il est possible de s'entendre sur les questions en suspens. Nous nous réjouissons de l'aide proposée par les institutions financières internationales pour faciliter la transition vers une plus grande ouverture des échanges commerciaux.

Nous répétons que les taux de change doivent refléter les données économiques fondamentales. Nous continuons de surveiller de près les marchés des changes et de coopérer lorsque cela est nécessaire. À cet égard, nous soulignons qu'« il est souhaitable d'assouplir davantage les taux de change pour permettre aux zones économiques et aux principaux pays de promouvoir un ajustement en douceur et généralisé du système financier international sur la base des mécanismes du marché. »

Il est essentiel que le FMI exerce une surveillance efficace qui soit aussi un outil de persuasion. Même si la conjoncture actuelle est favorable, le FMI doit cerner les vulnérabilités, en particulier les déséquilibres entre les monnaies de libellé des actifs et des passifs, et fournir des conseils francs en matière de réformes stratégiques. Nous nous réjouissons de la décision de publier des rapports sur l'accès exceptionnel. Nous nous félicitons en outre de l'utilisation de plus en plus répandue des clauses d'action collective dans les contrats obligataires souverains. Nous attendons avec intérêt la poursuite des travaux sur le code de conduite dont les membres du G-20 discuteront en octobre.

Nous encourageons les pays à marché émergent à appliquer des politiques saines et à améliorer le climat d'investissement, ce qui attirera les investisseurs, réduira la vulnérabilité aux facteurs externes et favorisera une croissance soutenue. Nous nous réjouissons des progrès réalisés par le Brésil et la Turquie dans la mise en œuvre des réformes structurelles et nous soutenons la poursuite des efforts engagés. Nous nous félicitons de l'accord intervenu aujourd'hui entre l'Argentine et le FMI. La mise en œuvre du programme sera déterminante pour la relance d'une croissance économique vigoureuse et durable, et pour assainir le climat d'investissement. Nous espérons qu'un accord avec les créanciers sera conclu sous peu, qui garantira un traitement équitable de tous.

Nous réaffirmons notre engagement d'assurer la transparence de l'information et l'efficacité de la communication entre les pays, deux éléments essentiels pour la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Nous exhortons les pays de l'OCDE qui ne l'ont pas encore fait à prendre les mesures nécessaires dans les plus brefs délais, notamment pour ouvrir l'accès aux renseignements bancaires.

Nous félicitons le Forum sur la stabilité financière pour ses travaux, plus particulièrement dans les domaines de la vérification, de l'analyse financière, du transfert du risque de crédit, de la réassurance et des agences de notation, et nous l'encourageons à continuer de renforcer la coopération dans ces domaines.

Nous réaffirmons notre engagement de lutter contre la pauvreté dans le monde et d'aider les pays en développement à réaliser les objectifs de développement international énoncés dans la Déclaration du millénaire. À cet égard, nous avons discuté du financement et des moyens de mesurer les progrès accomplis en fonction des résultats. Nous avons demandé au FMI et à la Banque mondiale de mener d'autres travaux sur l'efficacité de l'aide, la capacité d'absorption, les facilités de financement et les mécanismes permettant de mesurer les résultats et d'en rendre compte lors de l'Assemblée annuelle de septembre 2004. Nous prendrons connaissance avec intérêt du point de vue des pays en développement et des pays à marché émergent sur ces questions.

Nous renouvelons notre ferme engagement de mener à bien l'initiative en faveur des pays pauvres très



Le Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni, Gordon Brown, à gauche, s'entretient avec Alan Greenspan, Président du Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve américain.

endettés. Nous invitons instamment tous les créanciers bilatéraux à suivre notre exemple et à annuler la totalité des créances qui remplissent les conditions requises. Nous demandons aux institutions financières internationales de revoir le calcul de l'aide additionnelle au titre des allègements de dette. Nous prendrons connaissance avec intérêt des conclusions de leurs travaux sur la vulnérabilité des pays à faible revenu aux chocs exogènes.

Depuis le 11 septembre 2001, nous avons fait d'importants progrès dans la lutte contre le financement du terrorisme, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous notons avec satisfaction que le FMI et la Banque mondiale feront du financement du terrorisme et du blanchiment d'argent des éléments permanents de leurs travaux. Nous avons intensifié le dialogue avec plusieurs pays hors G-7 afin d'empêcher l'utilisation abusive des organisations à but non lucratif et des diverses formules d'envois de fonds. Nous cherchons à enrayer le financement des activités terroristes par des mesures conformes aux huit recommandations spéciales du GAFI.

Nous nous félicitons de la tenue de réunions ce mois-ci entre les donateurs de l'Afghanistan ainsi que de la conférence des donateurs de l'Iraq, qui se tiendra

prochainement. Nous confirmons que nous sommes favorables à ce qu'un effort multilatéral de reconstruction et de développement de l'Iraq soit engagé lors de la conférence des donateurs qui se tiendra à Madrid le mois prochain, sur la base d'une évaluation des besoins dirigée par la Banque mondiale. Nous nous félicitons que le FMI et la Banque mondiale fournissent rapidement une aide, notamment financière, à l'Iraq, conformément à leurs politiques respectives, et nous invitons les institutions financières régionales à faire de même. Nous demandons au Club de Paris de tout mettre en œuvre pour mener à bien le réajustement de la dette de l'Iraq avant la fin de 2004, et nous invitons instamment tous les créanciers autres que ceux du Club de Paris à apporter leur concours. ■



Mervyn King, à gauche, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'entretient avec Jean-Pierre Jouyet, Directeur du Trésor français, au centre, et Horst Köhler, Directeur général du FMI.

Programme de croissance

Nous, ministres des finances et gouverneurs des banques centrales du Group des Sept (G-7), avons convenu aujourd'hui d'un programme de croissance. Ce programme fait suite aux deux récents plans d'action du G-7, qui étaient fondés sur une approche coopérative fructueuse, à savoir le Plan d'action en matière de lutte contre le financement du terrorisme d'octobre 2001 et le Plan d'action sur les marchés émergents d'avril 2002. Ces plans contenaient des objectifs dont nous avons mesuré le degré de réalisation lors de nos réunions ultérieures.

Il est essentiel de stimuler la croissance pour faire augmenter les revenus et créer plus d'emplois. Sans une croissance plus forte, nous n'aurons pas les ressources nécessaires pour faire face aux conséquences du vieillissement de la population, offrir une sécurité nationale adéquate et, de façon plus générale, fournir aux citoyens les moyens de jouir d'une vie plus agréable pour eux-mêmes et leurs enfants. En outre, stimuler la croissance économique dans les pays du G-7 est l'un des moyens les plus efficaces de soulager la pauvreté partout dans le monde. En intensifiant la croissance économique dans l'ensemble des pays du G-7, nous réglerons les déséquilibres internationaux engendrés en partie par une croissance inégalement répartie entre ces pays. La croissance économique est trop faible depuis trop longtemps dans les pays du G-7 et même s'il y a dernièrement eu des changements stratégiques marqués, il est temps de redoubler d'efforts.

Principaux objectifs. Les raisons qui sous-tendent la faiblesse de la croissance varient d'un pays à l'autre. Or, alors que les problèmes de demande à court terme sont réglés et que la reprise mondiale se confirme, l'augmentation de la productivité et la création d'emplois se heurtent dans de nombreux pays à des entraves à plus long terme au sein de l'appareil productif. Nos principaux objectifs consistent donc à agir sur l'offre, par des politiques structurelles visant à accroître la flexibilité et à accélérer l'augmentation de la productivité et la création d'emplois.

Qu'avons-nous fait dernièrement? Les progrès réalisés jusqu'à maintenant offrent un bon point de départ. On peut en citer un exemple dans chaque pays: la baisse des taux marginaux d'imposition des dividendes et des plus-values aux États-Unis, l'amélioration des incitations à travailler au Royaume-Uni, la viabilité du régime public de retraite et le relèvement des plafonds fixés pour l'épargne-retraite au Canada, la réforme des retraites en France, la réforme fiscale en Allemagne, l'assouplissement des contrats de travail en Italie et un nouveau crédit d'impôt pour la recherche-développement au Japon.

Qu'allons-nous faire d'autre? Chacun de nos gouvernements entend adopter de nouvelles politiques de nature à favoriser la croissance: la réforme de la responsabilité délictuelle aux États-Unis, un programme de réforme à l'horizon 2010 pour le marché du travail et le système de retraite en Allemagne, la réforme du secteur public et la poursuite de la réforme des soins de santé en France, la réforme des retraites en Italie, une stratégie de gestion économique et financière ainsi qu'une réforme structurelle pour 2003 au Japon, des mesures visant à améliorer les qualifications et la productivité de la main-d'œuvre au Royaume-Uni, et la mise en œuvre intégrale du Plan quinquennal de réduction des impôts annoncé en 2000 au Canada. L'Union européenne doit procéder à une revitalisation de l'investissement en mettant en particulier l'accent sur l'infrastructure et la recherche-développement.

Pourquoi agir collectivement? Ces mesures relèvent avant tout de la responsabilité de chaque pays, mais elles auront des effets au delà des frontières de chacun. Une croissance accrue aux États-Unis bénéficie à tous les autres pays du G-7, et inversement. En outre, de nombreuses politiques propices à la croissance, notamment la libéralisation du commerce, nous concernent tous. Nous avons l'intention de conjuguer nos efforts pour procéder à une surveillance périodique de l'évolution de notre appareil productif, proposer des analyses comparatives et examiner les résultats. Cela viendra compléter notre surveillance permanente de la demande et, par des encouragements mutuels, nous incitera à progresser vers l'adoption de politiques propices à la croissance.



Communiqué du Groupe des 10 . . .

Il faut assainir les finances publiques

Voici le texte du Communiqué des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du Groupe des Dix à l'issue de leur réunion le 21 septembre.

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du Groupe des Dix (G-10) se sont réunis à Dubaï (Émirats arabes unis) le 21 septembre 2003, sous la présidence de John Manley, Vice-

Premier Ministre et Ministre des finances du Canada et Président en exercice du Groupe des 10.

Les ministres et gouverneurs ont pris note des rapports présentés par Sir Andrew Large, Président des suppléants du Groupe des 10, John Taylor, Président du Groupe de travail n° 3 de l'OCDE, et Malcolm Knight, Directeur général de la BRI.

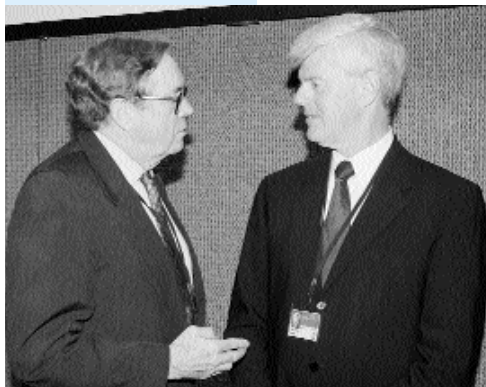
Les ministres et gouverneurs ont examiné le climat économique général et les grands enjeux auxquels sont confrontés

les pays du G-10. Ils se sont félicités des récents signes d'amélioration des perspectives économiques d'ensemble, dont l'accélération de l'activité aux États-Unis et au Japon et les réformes en cours en Europe. Ils ont convenu que les mesures d'accompagnement macroéconomiques contribuent à une reprise. Ils ont

toutefois noté qu'il subsiste certains risques. Les ministres et gouverneurs ont pris note des déséquilibres internes et externes significatifs qui persistent, qui pourraient peser sur la viabilité de la reprise. Ils ont souligné la nécessité d'assainir les finances publiques, dès lors que la reprise s'installe, afin de faire face aux pressions budgétaires liées au vieillissement des populations. Ils ont aussi souligné qu'il est important de faire progresser les réformes structurelles afin de relever le potentiel de croissance et la résistance des économies aux chocs éventuels et de contribuer à corriger les déséquilibres mondiaux.

Les ministres et gouverneurs se sont félicités de l'utilisation de plus en plus fréquente de clauses d'action collective (CAC) dans les contrats d'émission d'obligations souveraines. Dans ce contexte, ils ont noté le rôle significatif joué par le Groupe de travail du Groupe des 10 sur les clauses contractuelles, tant par le rapport qu'il a établi que par les consultations qu'il a tenues avec les émetteurs et les opérateurs du marché sur la teneur et l'impact des CAC. Ils ont souhaité que l'inclusion de CAC dans les contrats d'émission devienne pratique courante dans toutes les grandes juridictions, en tant qu'élément important du dispositif de restructuration des dettes.

Le Secrétaire au Trésor des États-Unis, John Snow, a été élu Président du Groupe des 10 pour un an. ■



Donald Johnston, à gauche, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques, s'entretient avec John Manley, Ministre des finances canadien.

Communiqué du Groupe des 24 . . .

Les pays riches doivent tenir leurs engagements

Voici le texte du communiqué du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires et internationales et le développement publié le 20 septembre.

Les ministres du G-24 pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur 70^e réunion à Dubaï, le 20 septembre sous la présidence de Fouad Siniora, Ministre des finances du Liban, assisté de Conrad Enill, sénateur, Ministre des finances de Trinité-et-Tobago, Premier Vice-Président, et Paul Toungui, Ministre d'État, des finances, de l'économie, du budget et de la privatisation du Gabon, Second Vice-Président. Les suppléants du G-24, avaient tenu leur 82^e réunion le 19 septembre, sous la présidence d'Alain Bifani, Directeur général, Ministre des finances du Liban.

Perspectives de l'économie mondiale

Les ministres notent que, même si certaines incertitudes se sont dissipées au sujet de l'économie mondiale, des risques importants continuent de peser sur les perspectives économiques en raison de la persistance de désé-

quilibres mondiaux, de la lenteur de la reprise économique et du peu de progrès réalisés par les grandes économies avancées dans la recherche de solutions aux problèmes structurels. Ils estiment que la persistance d'une forte dépendance de la croissance mondiale à l'égard des États-Unis et l'ampleur des déséquilibres des transactions courantes entre les principales régions du globe créent un risque de désordre sur les marchés des changes et de résurgence des pressions protectionnistes.

Les ministres encouragent les autorités des États-Unis à élaborer un cadre à moyen terme pour inverser la détérioration des finances publiques de leur pays. Ils sont d'avis que l'adoption de mesures de relance budgétaire et monétaire plus énergiques en Europe contribuerait à la reprise économique mondiale, mais estiment que les ajustements structurels restent la clé d'une amélioration des résultats économiques à moyen terme. Tout en notant des signes de début de reprise au Japon, les ministres considèrent que ce pays doit faire davantage d'efforts pour remédier aux faiblesses de son secteur financier et rétablir la viabilité de ses finances

publiques. Ils font observer que les progrès réalisés par les pays en développement dans la recherche de la stabilité macroéconomique et la mise en œuvre de politiques économiques axées sur la croissance ont permis à ces pays, notamment ceux d'Asie, de contribuer à soutenir l'activité économique mondiale.

Les ministres appellent de nouveau à renforcer les efforts de coopération internationale pour corriger les déséquilibres macroéconomiques et améliorer les perspectives de croissance mondiale à court et à moyen terme. Il serait possible d'atteindre ces objectifs en assurant la stabilité de l'environnement économique et financier international; en accroissant l'aide en faveur de la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM); en réalisant des progrès sensibles dans le cycle de Doha de l'OMC. Tous les pays et groupes de pays réunis à Dubaï cette semaine doivent réaffirmer leur engagement d'atteindre leurs objectifs économiques et objectifs de développement communs et de prendre les mesures nécessaires pour les réaliser.

Les ministres se réjouissent d'avoir l'occasion de se rencontrer, pour la première fois, dans la région arabe. Ils prennent note des accomplissements des pays arabes et de leur capacité d'adaptation face aux incertitudes régionales tout en reconnaissant la nécessité d'une poursuite des réformes. Les ministres notent l'instabilité de la situation sécuritaire et économique en Iraq. Ils appellent l'Organisation des Nations Unies à assumer son rôle directeur pour rétablir la paix et répondre aux besoins de la reconstruction du pays. Les ministres jugent encourageant le rôle constructif que les institutions financières internationales sont prêtes à jouer dans le processus de reconstruction. Ils appellent de leurs vœux la réalisation de progrès tangibles essentiels au bien-être de la population iraquienne et de la région tout entière. Les ministres appellent la communauté des bailleurs de fonds à fournir les ressources nécessaires au financement des efforts de remise en état et de reconstruction de l'Afghanistan. Les ministres expriment de nouveau leur profonde inquiétude au sujet de la détérioration de la situation sécuritaire, la perte de vies humaines et la destruction systématique de l'infrastructure et de la propriété privée dans les territoires palestiniens. Ils appellent les bailleurs de fonds à débloquer rapidement les fonds nécessaires pour améliorer le sort du peuple palestinien.

Commerce extérieur

Les ministres se déclarent très préoccupés par l'échec de la conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, lequel représente un revers majeur dans la poursuite des objectifs de croissance mondiale et de réduction de la pauvreté. Ce résultat tient au refus par les grandes économies avancées d'éliminer les obstacles aux importations agricoles et d'abolir les subventions accordées à leurs agriculteurs. Les ministres soulignent la nécessité d'adopter, au sein de l'OMC, un processus de décision fondé sur des règles auquel participeraient tous les pays. Ils sont d'avis que les négociations commerciales multilatérales doivent s'achever dans les délais convenus. Les économies avancées doivent respecter l'engagement de longue date qu'elles ont pris d'ouvrir leurs marchés aux pays en déve-

loppement, d'éliminer progressivement les subventions agricoles et de supprimer les contingents et droits de douane élevés appliqués à des secteurs tels que les textiles et les vêtements. Les ministres insistent pour que les négociations commerciales multilatérales reprennent rapidement et soient guidées par le principe de l'avantage comparatif et par les besoins de développement des pays.

Prévention et résolution des crises

Les ministres observent que les crises financières successives de la décennie écoulée ont mis en relief les risques liés au fonctionnement du système financier international existant. Ils soulignent que le coût élevé de ces crises pèse de façon disproportionnée sur les pays en développement, dont les problèmes sont aggravés par le solde négatif des flux de capitaux. Les ministres appellent les institutions financières internationales à jouer un rôle de catalyseur efficace pour permettre que les flux de capitaux vers les pays en développement redeviennent positifs et pour aider à réduire ces coûts et ces risques. Le FMI et la Banque mondiale devraient, entre autres, prendre des mesures pour :

- rendre efficace la surveillance exercée par le FMI sur la politique économique des grands pays pour assurer l'uniformité de traitement des pays membres;
- soutenir les actions visant à renforcer la stabilité des flux de capitaux à court terme;
- reformuler et renforcer les mécanismes de financement de précaution du FMI, dont les lignes de crédit préventives;
- encourager les pays en développement à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques anticycliques compatibles avec la viabilité de leur dette à moyen terme.

La diminution des ressources financières du FMI par rapport à la taille de l'économie mondiale et des marchés financiers, le déclin relatif de la part des pays en développement en pourcentage du total des quotes-parts et les déficiences des mécanismes de financement de précaution du FMI contribuent à créer une incertitude quant à la capacité du FMI à réagir de façon appropriée aux crises financières. En conséquence, de nombreux pays en développement ont accumulé des réserves pour se protéger, à un coût d'opportunité élevé. Les ministres appellent à faire en sorte que le FMI soit plus à même et disposé à fournir sans délai un soutien financier suffisant, à des conditions raisonnables, aux pays exposés à des risques de crise financière.

Les ministres réitèrent leur appel en faveur d'une allocation générale et substantielle de droits de tirage spéciaux (DTS), qui contribuerait à compenser les pressions déflationnistes qui s'exercent actuellement dans l'économie mondiale et à réduire le coût de détention de réserves. Ils réaffirment la nécessité de la ratification



Conférence de presse des ministres des finances du G-24 : de gauche à droite, Ariel Buirra, Directeur du Secrétariat du G-24, Alain Bifani, Directeur général du Ministère des finances libanais, Fouad Siniora, Président du G-24, et Conrad Enill, Sénateur, Premier Vice-Président du G-24, Ministre des finances de Trinité-et-Tobago.

rapide par tous les pays membres d'une allocation à caractère exceptionnel au titre de la proposition de quatrième amendement.

Les ministres se réjouissent du fait que les clauses d'action collective sont de plus en plus utilisées à titre volontaire dans les contrats d'émission d'obligations souveraines aussi bien par les pays en développement que par les économies avancées. Ils soulignent que les propositions de code de conduite volontaire en vue de la restructuration de la dette doivent être approuvées par les créanciers privés et les émetteurs souverains. Les ministres estiment que les analyses de viabilité de la dette doivent tenir compte de la situation propre à chaque pays et mettent fermement en garde contre une utilisation mécanique des repères.

Aide en faveur de la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire

Les ministres notent qu'il est nécessaire de fournir en temps opportun un surcroît substantiel et prévisible d'aide publique au développement (APD) à court et moyen terme aux pays en développement — notamment ceux d'Afrique subsaharienne — pour atteindre les ODM. Ils engagent vivement la communauté des

bailleurs de fonds à relever le niveau de l'APD, afin d'atteindre la cible de 0,7 % du PNB adoptée au niveau international pour aider les pays en développement à réaliser les ODM. Il faut assouplir le processus d'apport d'aide et aligner le soutien des bailleurs de fonds sur les stratégies nationales. Les ministres considèrent qu'une proportion plus grande de l'APD aux pays les plus pauvres et les plus

vulnérables en particulier doit revêtir la forme de dons. Ils souscrivent à l'évaluation faite par la Banque mondiale, selon laquelle un surcroît substantiel de ressources peut être efficacement utilisé pour accélérer la réalisation des ODM. Les ministres sont en faveur de la formulation de nouvelles propositions visant à mobiliser le financement additionnel nécessaire.

Les ministres se félicitent du rôle joué par le FMI et la Banque mondiale — par le biais de leurs mécanismes d'allègement de la dette, d'encouragement à la croissance et de réduction de la pauvreté — dans l'amélioration des résultats en matière de développement et le soutien aux efforts déployés par la communauté internationale pour atteindre les ODM. Tout en reconnaissant que la situation macroéconomique de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire s'est améliorée, les ministres engagent vivement la communauté internationale à faire en sorte que le FMI et la Banque mondiale disposent de ressources financières suffisantes pour poursuivre leur assistance à ces pays. En particu-

lier, il faut renforcer la capacité de prêt à moyen terme de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI. Ils soulignent la nécessité d'accorder un surcroît d'assistance technique aux pays à faible revenu pour leur permettre de diriger effectivement l'élaboration de leurs documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Les ministres notent que, même si l'initiative PPTE a contribué à réduire l'encours de la dette d'un certain nombre de pays à faible revenu, le fardeau global de leur dette reste lourd. Ils recommandent de faire davantage pour amener un plus grand nombre de pays aux points de décision et d'achèvement et de réduire davantage la charge de la dette, notamment en limitant le service de la dette des pays les plus pauvres à 5-10 % du montant de leurs exportations, comme l'ont proposé certains bailleurs de fonds

Participation des pays en développement au processus de décision du FMI et de la Banque mondiale

Les ministres réaffirment qu'il faut, pour rehausser la légitimité du FMI et de la Banque mondiale, remédier résolument et promptement à la sous-représentation des pays en développement dans le processus de décision de ces deux institutions, comme il ressort du Consensus de Monterrey. Ils appellent à l'adoption d'un calendrier conduisant à l'achèvement rapide des travaux visant à renforcer le pouvoir de vote, la voix et la participation des pays en développement au sein de ces institutions, et à la soumission régulière de rapports d'activité sur cette question. Les ministres sont d'avis que, afin de renforcer la représentation des pays en développement, il convient d'opter pour une nouvelle formule de calcul et une répartition des quotes-parts qui reflètent correctement l'importance économique relative de ces pays dans l'économie mondiale. Ils considèrent que la position des pays d'Afrique subsaharienne ne doit pas être affaiblie. De plus, il y a lieu de relever substantiellement leurs voix de base, afin de restaurer leur importance initiale par rapport au nombre total des voix attribuées. Tout en saluant les récentes mesures administratives prises pour renforcer les capacités des représentants des pays d'Afrique subsaharienne aux Conseils du FMI et de la Banque mondiale, les ministres sont d'avis que ces mesures ne peuvent pas se substituer à une augmentation du pouvoir de vote des pays en développement.

Produits de base

Notant l'effet dévastateur du choc de l'évolution des prix des produits de base sur les pays en développement, les ministres appellent à la réforme de la facilité de financement compensatoire du FMI en vue de la rendre utilisable, et demandent à la Banque mondiale de mettre en place des instruments qui aideraient ces pays à faire face aux risques liés aux fluctuations des prix de ces produits. ■



De gauche à droite : Bassary Touré, Ministre de l'économie et des finances du Mali, Jean Baptiste Compaoré, Ministre des finances et du budget du Burkina Faso, et Baltazar Engonga Edjo, Ministre de l'économie et des finances de la Guinée équatoriale.

Séminaire sur la région MOAN . . .

Pleins feux sur le Moyen-Orient

Dubai accueillait cette année l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale; aussi la région Moyen-Orient et Afrique du Nord était-elle particulièrement à l'honneur. Sa santé économique et ses stratégies de relance de la croissance ont été passées en revue lors d'un forum économique du FMI (page 285) et de points de presse sur les pays de la région, ainsi que sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Plusieurs séminaires ont en outre été consacrés à des questions régionales particulièrement d'actualité : la création d'emplois pour une population active en pleine expansion, la plus grande intégration des femmes dans la vie active, le rôle des fonds de stabilisation pétroliers et le système bancaire islamique.

Bien que la crise iraquienne continue de dominer l'actualité, ses retombées sur la région MOAN ne sont pas aussi graves que prévu, a déclaré à la presse le 18 septembre George T. Abed, Directeur du Département Moyen-Orient du FMI. La plupart des pays de la région ont traversé sans trop d'encombres cette tourmente et tenu le cap de leur croissance, qui devrait se situer autour de 5 % en 2003.

L'avenir économique de la région dépend du comportement des prix du pétrole et de la poursuite des réformes. Des projections préoccupantes indiquent que le rythme de croissance ne suffira pas à faire reculer le chômage élevé qui est le problème le plus pressant de la région. Pour avancer sur ce front, il faudrait un taux de croissance réel de plus de 6 % par an, ce qui nécessite des réformes plus approfondies. D'après la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale*, la réduction de la taille de l'État pourrait produire un essor considérable, a expliqué David J. Robinson, Directeur adjoint du Département des études. Dans certains pays, il est essentiel d'améliorer la qualité des institutions.

S'agissant de la reconstruction de l'Iraq, M. Abed a rappelé que le FMI travaille en étroite collaboration avec l'Autorité provisoire de la coalition pour déterminer dans quels domaines il peut être d'un certain secours. Comme au sortir d'autres conflits, au Timor Leste et au Kosovo, le FMI souhaite aider les autorités iraqiennes à remettre sur pied et restructurer les institutions monétaires et financières du pays. Son personnel était présent en Iraq pour y apporter un soutien technique, mais n'a pas pu y retourner pour des raisons de sécurité. Cependant, les principaux bailleurs de fonds doivent se réunir les 23 et 24 octobre pour évaluer l'ampleur des besoins financiers de l'Iraq et voir comment y répondre.

D'après un récent rapport sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, l'économie palestinienne a subi une contraction de 30 % depuis le début de l'Intifada — ce qui est inférieur aux prévisions, a expliqué à la presse

Adam Bennett, chef de mission du FMI. Les mesures de sécurité imposées par Israël — fermeture des frontières et points de contrôle — font mal à l'économie palestinienne, qui a cependant conservé son ressort.

Le rapport du FMI décrit aussi les réformes engagées — leur portée, les besoins effectifs, les volets encore inachevés, a précisé Karim Nashashibi, représentant résident du FMI pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Les réformes des finances publiques, en particulier en matière de transparence, ont été impressionnantes, a ajouté M. Bennett, mais dans d'autres domaines, notamment le cadastre et les services locaux, il reste du travail à accomplir.

Lors d'un point de presse sur l'Afghanistan, M. Bennett a indiqué que, depuis la chute des talibans, la croissance économique a été de 30 % environ (pendant l'année terminée fin mars 2003), selon un rapport récent du FMI et devrait progresser encore de 20 % pendant l'exercice en cours. Cela dit, la culture du pavot et la production d'opium ont pris une telle ampleur que la stabilité du pays et de l'économie sont menacées. La culture du pavot ne pourra être éradiquée que si elle peut être remplacée par d'autres moyens de subsistance et si la sécurité est renforcée.

Selon M. Bennett, les réformes ont déjà produit des résultats importants : lancement de la nouvelle monnaie (achevé en janvier 2003) et stabilité globale du taux de change, inflation négligeable depuis le début de l'année grâce à une politique monétaire prudente appuyée par l'interdiction pour l'État d'emprunter à la banque centrale, bonne progression des réformes fiscales, en particulier sur le plan de la transparence, et réforme douanière en cours. M. Bennett s'est aussi félicité de l'adoption récente de deux lois bancaires essentielles qui devraient contribuer au redressement du système financier afghan.

Promouvoir l'emploi

Les projections font entrevoir une expansion de la population active de 4 % par an ces prochaines années, ce qui signifie que la région MOAN devra créer 100 millions d'emplois au cours des 20 ans à venir. Comment? C'était le thème central d'un séminaire, où l'attention a été dirigée surtout sur le secteur privé, non sans écarter d'autres solutions novatrices.

Heba Handousa, Directrice générale du Forum d'études économiques des pays arabes, a suggéré que, moyennant une amélioration des conditions d'emploi, la population active jeune de la région pourrait aider à combler la pénurie croissante de main-d'œuvre de



George Abed, Directeur du Département Moyen-Orient du FMI, s'adresse à la presse.



Adam Bennett, Conseiller du Département Moyen-Orient du FMI.





Karim Nashashibi, représentant résident principal pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza, s'adresse à la presse.

l'Europe. Autre solution : créer davantage d'emplois en développant le commerce et les investissements intra-régionaux.

Pour Ahmed Benbitour, professeur à l'Institut des Nations Unies au Sénégal, et ancien ministre des finances de l'Algérie, les racines du problème de l'emploi dans la région sont plus étendues et profondes et il faudra pour le résoudre un nouveau schéma de développement, des institutions renouées et une ferme volonté politique.

La place des femmes

Un groupe de discussion animé par Asma Khadar, Présidente de l'Union des femmes jordaniennes et Coordinatrice du Sisterhood is Global Institute, a examiné, en s'appuyant sur un rapport de la Banque mondiale, le rôle des femmes dans le développement de la région MOAN.

Y a-t-il moyen d'accroître la part des femmes dans la population active? Shika Lubna Al-Qasimi, directrice de Tejari FZ-LLC, société du secteur des techniques de l'information des EAU, s'en est déclarée convaincue, énumérant quatre axes prioritaires : améliorer l'éducation, développer le mentorat entre femmes, multiplier les organisations féminines, telles que les associations professionnelles, et réviser les législations qui, de façon délibérée ou fortuite, désavantagent les femmes qui travaillent hors du foyer.

Elaheh Koulaei, qui dirige le Groupe pour l'amitié parlementaire Iran-Libye en Iran et enseigne à l'Université de Téhéran, a signalé une progression du taux de scolarisation féminin et Abdou Filali Ansari, Directeur de l'Institut d'étude de la civilisation musulmane à l'université Aga Khan, a conclu que, pour encourager une nouvelle vision du monde, il est essentiel d'enseigner les origines séculaires de bien des restrictions traditionnellement imposées à l'activité des femmes.

Les débats animés sur des sujets variés ont appuyé les appels en faveur d'une plus large représentation des femmes dans les assemblées parlementaires et autres instances de décision, la reconnaissance de la précieuse contribution des femmes, que ce soit dans les industries artisanales ou au foyer, et ont fait ressortir l'importance de mettre fin aux abus qu'elles subissent, en particulier au harcèlement sexuel au travail. Il a été généralement reconnu que l'Islam accorde aux femmes des droits égaux, mais qu'il faut revoir à fond les lois et réglementations de la région pour faire la chasse à la discrimination.

Gestion budgétaire et recettes pétrolières

Les pays dotés de vastes ressources pétrolières utilisent souvent des fonds de stabilisation pour lisser les fluctuations de leurs recettes. Ces fonds peuvent tenir une grande place dans les finances publiques et servir de base à des initiatives importantes. Mohammad Mojar-

rad, Vice-gouverneur de la banque centrale d'Iran, a expliqué à un groupe de discussion sur la gestion budgétaire des ressources pétrolières que l'Iran consacre la moitié du revenu du fonds de stabilisation à la promotion de l'initiative privée et au financement de programmes de réformes.

Mais comment ces fonds de stabilisation doivent-ils être structurés et sont-ils adaptés à toutes les circonstances? Rodrigo O. Valdés, Économiste en chef à la Banque centrale du Chili, a fait le bilan de l'expérience de son pays, qui avait mis en place un fonds de stabilisation des recettes du cuivre. Des règles très précises régissaient l'alimentation de ce fonds et les transferts au budget général, en fonction d'estimations d'un prix normal ou d'un prix de référence pour le cuivre, d'hypothèses quant au potentiel de croissance du PIB et des anticipations inflationnistes. L'objectif était d'épargner prudemment les recettes fluctuantes du cuivre, et non d'alimenter la consommation courante. S'il est généralement souhaitable de ne pas dépenser la totalité des recettes annuelles que rapporte l'exploitation d'une ressource non renouvelable telle que le pétrole ou le cuivre, si un pays s'attend pour l'avenir à une croissance vigoureuse des secteurs non pétroliers, par exemple, il peut choisir de dépenser plus aujourd'hui afin de ne pas désavantager la génération actuelle.

Ismaila Usman, Administrateur du FMI qui représente 21 pays africains, a évoqué les difficultés particulières auxquelles se heurtent les pays à faible revenu dans la gestion des recettes pétrolières, en particulier lorsqu'ils ont une faible capacité d'absorption et une maîtrise limitée de la gestion budgétaire. Il est vital pour ces pays de développer leurs atouts, notamment leur capital humain, et leurs infrastructures, au lieu d'économiser en prévision d'un «coup dur». Il a aussi noté que, au Nigéria, par exemple, le système complexe de partage des recettes en rend la stabilisation malaisée.

Lors de la discussion qui a suivi les exposés des panélistes, Karin Lissakers, ancienne Administratrice du FMI pour les États-Unis, qui travaille actuellement à la Fondation Soros, a pressé les pays d'adopter des lois prescrivant que les contrats pétroliers et les recettes y afférentes doivent être rendus publics. C'est un moyen de faire comprendre à l'opinion les mérites des fonds de stabilisation et des autres mesures visant à garantir la gestion responsable des recettes pétrolières. Et en réponse à une question sur le rôle que peut jouer le régime des changes, M. Mojarad a indiqué qu'aucun régime ne peut convenir à tous les pays, mais qu'à son avis, un taux flexible est préférable pour les pays gros producteurs de pétrole.

Le système bancaire islamique

Les établissements financiers islamiques devraient-ils être intégrés à l'architecture internationale ou leur fonctionnement particulier requiert-il un cadre spé-

cial? Tel était le thème d'un séminaire sur le système bancaire islamique.

Pour Andrew Cunningham, Premier Vice-président, Moody's Investor Service, l'intégration est à la fois souhaitable et faisable. Les établissements en question y ont aussi intérêt, car ils représentent une faible part du secteur bancaire mondial: malgré une croissance rapide, le total de leurs actifs (360 milliards de dollars) reste modeste par rapport aux 43 billions de dollars de l'ensemble du système mondial. Le besoin d'un système distinct de réglementation et de supervision pourrait freiner la croissance du secteur bancaire islamique à l'avenir, de même que, estime Danièle Nouy, Secrétaire générale du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, le nombre restreint d'instruments de gestion des risques, les problèmes de gouvernement d'entreprise, y compris

les conflits d'intérêts, et le rôle de la Charia ainsi que les intérêts des actionnaires. Selon elle, les normes internationales sont un bon point de départ, mais le Conseil islamique des services financiers (CISF) pourrait jouer un rôle important à cet égard.

De l'avis de Rifaat Ahmad Abdel Karim, Secrétaire général du CISF, les normes en vigueur ne seraient pas adaptés aux risques et aux aspects propres aux établissements financiers islamiques. Par exemple, ceux-ci conservent leurs effets à recevoir jusqu'à l'échéance et n'ont pas le droit de vendre leurs créances. Ils sont donc exposés à des chocs de liquidité et doivent donc garder des encaisses plus importants. Sans aller jusqu'à réinventer la roue, a-t-il ajouté, il faudrait que les autorités de réglementation et de contrôle comprennent mieux le fonctionnement des établissements islamiques. ■

Le Forum économique du FMI . . .

Comment le Moyen-Orient peut-il retrouver le chemin d'une croissance élevée?

Bien qu'ils essaient de dynamiser la croissance et d'accélérer les réformes, de nombreux pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) restent prisonniers d'une croissance faible et relégués de fait en marge de la mondialisation et privés des avantages d'une intégration économique accrue. Comment la région peut-elle revigorer la croissance et donner un nouvel élan aux réformes? Telle est la question à laquelle ont tenté de répondre le 9 septembre un groupe d'experts — Amer Bisat (Économiste et gestionnaire de portefeuilles principal, UBS Asset Management), Hani Findakly (Directeur, Clinton Group), Mustapha Kamel Nabli (Économiste en chef et Directeur, Moyen-Orient/Afrique du Nord, Banque mondiale) et Shibley Telhami (professeur, Département de l'administration publique et de la politique, université du Maryland) — lors du Forum économique du FMI. Les débats étaient dirigés par George T. Abed, Directeur du Département Moyen-Orient du FMI.

Il existe d'énormes différences entre les 24 pays de la région, mais tous doivent faire face aux mêmes défis. Pour quelques-uns, le développement du pays et le budget de l'État sont tributaires des exportations de pétrole. D'autres ont un long passé de planification centralisée et de dirigisme. Depuis vingt ans, les résultats économiques de la région sont assez médiocres, mais le tableau n'est pas uniformément sombre, a fait observer M. Abed. À la fin des années 80, face à une croissance très faible et à la baisse du revenu par habitant, les gouvernements ont entrepris des réformes. Les pays de la région MOAN ont ainsi commencé à progresser dans la seconde moitié des années 90, mais le mouvement s'est récemment essoufflé.

Les réformes structurelles ont pris du retard

Plusieurs réformes importantes ont été menées à bien, en particulier dans le domaine macroéconomique, mais les réformes structurelles ne sont pas allées assez loin, selon M. Nabli. Pourquoi? Tout d'abord, alors que les recettes pétrolières diminuaient sous l'effet du contre-choc pétrolier des années 80, les pays de la région ont continué à fonctionner dans un cadre budgétaire peu contraignant. Cet accès à l'argent facile a permis aux gouvernements de continuer à financer les systèmes de protection sociale, mais il ne restait guère de ressources pour financer les réformes qui auraient pu créer davantage de richesses nationales.

D'après M. Nabli, la seconde raison tient à des considérations de gouvernance. Beaucoup des réformes entreprises dans les années 80 et au début des années 90, telles que la baisse des tarifs douaniers, ont été réalisées d'une façon centralisée et administrative qui en rendait l'application assez aisée. C'est ce qui explique que les réformes structurelles ont nettement progressé dans le domaine macroéconomique. En revanche, les réformes de fond, telles que celle du système financier et la création d'institutions saines, n'ont guère avancé car elles touchaient aux intérêts de nombreux groupes et ont été entravées par les défaillances du système de gouvernance, le manque de transparence et l'absence de toute obligation de rendre des comptes.

Où en est-on aujourd'hui? D'après M. Nabli, il se pourrait que la région MOAN soit en pleine crise. Le durcissement des contraintes budgétaires a entamé les ressources qui alimentaient les anciens systèmes de protection sociale et la très forte augmentation de la main-d'œuvre a entraîné une hausse du taux de

Le secteur privé de la région MOAN, qui dispose d'abondants capitaux, devrait en redéployer une partie pour développer le secteur des petites entreprises.

Hani Findakly



chômage, qui tourne autour de 15 % pour toute la région. Ces pressions sont de moins en moins supportables et doivent être contrecarrées.

Le rôle du secteur privé

Selon M. Findakly, on peut dire que la région MOAN est tributaire de trois éléments principaux : le secteur public, les matières premières (en particulier le pétrole et les produits énergétiques) et les activités requérant une main-d'œuvre peu qualifiée. Ce dernier facteur explique que la richesse et l'emploi ne progressent pas. Le véritable défi consiste aujourd'hui à employer non seulement la main-d'œuvre existante, mais aussi celle qui arrive sur le marché de l'emploi. Comment la région peut-elle créer des emplois ?

Il n'est peut-être pas très juste de comparer la région MOAN aux États-Unis, mais il y a pourtant beaucoup à apprendre de la restructuration qui a eu lieu aux États-Unis ces 25 dernières années. Environ 52 % du PIB américain est aujourd'hui produit par des petites entreprises employant moins de 50 personnes. Et plus de 50 % de la population active américaine travaille dans ces entreprises. Le secteur privé de la région MOAN, qui dispose d'abondants capi-

taux, devrait en redéployer une partie pour développer le secteur des petites entreprises. Cela permettrait d'absorber la main-d'œuvre pendant que l'État s'occupe des autres réformes.

Prêts pour la mondialisation financière ?

La région MOAN, d'après M. Bisat, est remarquablement isolée des marchés de capitaux internationaux. Depuis le milieu des années 90, environ 1,5 billion de dollars de capitaux ont pénétré les pays en développement, mais moins de 5 % ont fini dans la région MOAN. Pour savoir pourquoi, M. Bisat a interrogé des banquiers, qui ont évoqué quatre facteurs principaux : le faible taux de croissance, l'absence d'un élément déclencheur, tel qu'une privatisation, le manque de transparence institutionnelle et des considérations de sécurité.

Cet isolement est-il dommageable pour la région ? Récemment encore, la plupart des économistes auraient répondu par l'affirmative, mais M. Bisat n'en est plus si sûr. Il estime que l'invitation à rejoindre la mondialisation devrait être assortie d'un avertissement : « peut nuire à votre santé si vous n'y êtes pas bien préparé ». M. Bisat a d'ailleurs cité une étude de Kenneth

En anglais sur le site www.imf.org

Communiqués de presse

- 03/147 : Le FMI approuve un accord de confirmation de deux ans d'un montant de 600 millions de dollars en faveur de la République dominicaine, 29 août
- 03/148 : Déclaration de Horst Köhler, Directeur général, à l'issue d'une visite en République populaire de Chine, 2 septembre
- 03/149 : Allocution de Horst Köhler en Malaisie, 3 septembre
- 03/150 : Déclaration des dirigeants de la Banque mondiale, du FMI et de l'OCDE, 4 septembre
- 03/151 : Le FMI achève la quatrième revue de l'accord en faveur du Brésil et approuve un décaissement de 4,1 milliards de dollars, 5 septembre
- 03/152 : Le FMI achève la première revue des résultats obtenus par le Guyana dans le cadre de l'accord FRPC, accorde des dérogations, prolonge la durée du programme et approuve une aide PPTE additionnelle intérimaire, 5 septembre
- 03/153 : Shigemitsu Sugisaki, Directeur général adjoint, quittera le FMI début 2004, 10 septembre
- 03/154 : Déclaration de soutien du Directeur général en faveur du nouveau programme à moyen terme de l'Argentine, 10 septembre
- 03/155 : Le FMI lance un site internet en arabe, 11 septembre
- 03/156 : Le FMI achève la revue du programme FRPC du Bénin et approuve un décaissement de 3,7 millions de dollars, 11 septembre
- 03/157 : Le FMI achève la première et la deuxième revues du programme FRPC de la Mongolie et approuve un décaissement de 11 millions de dollars, 12 septembre

03/158 : Le FMI achève la troisième revue du programme FRPC de la République démocratique populaire lao et approuve un crédit de 6 millions de dollars, 15 septembre

Notes d'information au public

- 03/107 : Le FMI achève les consultations de 2002 au titre de l'article IV avec le Libéria, 3 septembre
- 03/108 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec Malte, 3 septembre
- 03/109 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la République islamique d'Iran, 5 septembre
- 03/110 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec le Népal, 5 septembre
- 03/111 : Revue de l'application et de l'affinement méthodologique des évaluations de la viabilité, 5 septembre
- 03/112 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec le Japon, 5 septembre
- 03/113 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la République tchèque, 5 septembre
- 03/114 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec la République de Lituanie, 9 septembre
- 03/115 : Le FMI achève les consultations de 2003 au titre de l'article IV avec l'Angola, 10 septembre

Discours

"Globalization and Global Disinflation," Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, lors d'une conférence intitulée « Politique monétaire et incertitude : adaptation à l'évolution de l'économie » Jackson Hole, Wyoming, 29 août

Rogoff et d'Eswar Prasad, du FMI, selon laquelle, si un pays n'y est pas bien préparé, la mondialisation risque en fait de lui nuire.

De l'avis de M. Bisat, sur le plan macroéconomique, les pays ne sont pas encore prêts à recevoir des entrées massives de capitaux et le système financier intérieur y est aussi mal préparé. La recette traditionnelle des réformes financières nationales — libéralisation des taux d'intérêt, suppression du financement des dettes par l'emprunt, privatisation des banques nationales — ne suffit plus pour préparer le secteur bancaire. La région devra appliquer des réformes de deuxième génération dans le secteur financier avant de se lancer dans une libéralisation plus intensive du compte de capital.

La volonté politique existe-t-elle?

Il n'est pas difficile de préconiser les mesures à prendre dans la région; le véritable défi consiste à amener les gouvernements en place à adopter des réformes, à changer et à évoluer. Selon M. Telhami, il s'agit davantage d'une question politique qu'économique.

Comment inciter un gouvernement à changer? Une incitation extérieure par exemple réside dans la crainte de l'effondrement. Ainsi, la Chine a accéléré

ses réformes après l'effondrement de l'Union soviétique. Mais dans la MOAN, la guerre en Iraq n'a pas eu le même effet en raison des destructions qu'elle a engendrées. À court terme au moins, la guerre a suscité une certaine méfiance face au changement. Dans le passé, les pressions de la communauté internationale, en particulier des États-Unis, ont eu des effets dans la région, mais ils n'ont pas duré. Pour le moment, il n'y a aucune dynamique externe capable d'amener les gouvernements à emprunter la voie des réformes.

Et les pressions nationales? En général, le confort offert par l'État-providence a atténué la revendication d'une plus grande participation à la vie politique. Dans la mesure où l'État-providence a continué de fonctionner, la population a été satisfaite. Cependant, les revenus par habitant ont régressé, ce qui a entraîné des perturbations et accru les pressions politiques en faveur d'un changement au niveau du gouvernement. Dans le passé, les gouvernements ont procédé à des modifications de façade parce qu'ils considéraient les pressions nationales comme des problèmes à court terme. La véritable question qui se pose est la suivante : les gouvernements réagiront-ils en adoptant des réformes? Selon M. Telhami, rien n'est moins sûr. ■

Pour le moment, il n'y a aucune dynamique externe capable d'amener les gouvernements à emprunter la voie des réformes.

Shibley Telhami

- “Monetary Union Between Belarus and Russia: An IMF Perspective,” John Odling-Smee, Directeur du Département Europe II du FMI, université d'économie de l'État du Belarus (disponible également en russe), 2 septembre
- “Asia's Emerging Markets: A Growing Force in the World Economy,” Horst Köhler, Directeur général du FMI, Kuala Lumpur, Malaisie, 3 septembre
- “Strengthening Growth Through Regional and Global Economic Cooperation,” Horst Köhler, Directeur général du FMI, déjeuner de l'APEC, Phuket, Thaïlande, 4 septembre
- Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI, cinquième conférence ministérielle de l'OMC, Cancún, Mexique, 10 septembre
- Horst Köhler, Président du Conseil d'administration et Directeur général du FMI, allocution devant le Conseil des gouverneurs, Assemblée annuelle, Dubaï, 23 septembre
- Horst Köhler, Président du Conseil d'administration et Directeur général du FMI, déclaration finale au Conseil des gouverneurs, Assemblée annuelle, Dubaï, 24 septembre

Transcriptions

- Forum économique du FMI, “Fulfilling a Promise: Reform Prospects in the MENA Region,” 9 septembre
- Point de presse de Thomas C. Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 10 septembre
- Conférence téléphonique sur les *Perspectives de l'économie mondiale*, Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, 9 septembre
- Point de presse de Horst Köhler, Directeur général, 12 septembre

- Conférence téléphonique sur la zone euro avec Michael Deppler, Directeur du Département Europe I, 16 septembre
- Conférence de presse sur les *Perspectives de l'économie mondiale* de septembre 2003, 18 septembre
- Point de presse sur les perspectives économiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 18 septembre
- Conférence de presse du Directeur général du FMI, d'Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe et de Thomas C. Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 19 septembre
- Conférence de presse sur l'Amérique latine — Remarques liminaires, Anoop Singh, Directeur du Département Hémisphère occidental du FMI, 19 septembre
- Point de presse sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, 20 septembre
- Conférence de presse du Groupe des 24, 20 septembre
- Conférence de presse des ministres des finances africains, 20 septembre
- Conférence de presse du CMFI, 21 septembre
- Session de dialogue avec les organisations de la société civile, 21 septembre

Communiqués

- Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement, 20 septembre
- Ministres et gouverneurs du Groupe des Dix, 21 septembre
- Comité monétaire et financier international du Conseil des gouverneurs du FMI, 21 septembre
- Comité du développement, 22 septembre

Conférence de presse des ministres des finances africains . . .

Très déçus par l'échec de Cancún, les dirigeants africains réclament un traitement équitable

Le 20 septembre, à Dubaï, six ministres des finances africains ont évoqué devant la presse les grands défis auxquels l'Afrique est confrontée; ils se sont notamment

alarmés que la conférence de Cancún n'ait pas réussi à améliorer l'accès aux marchés. Ngozi Okonjo-Iweala (Ministre des finances du Nigéria), Michel Meva'a Meboutou (Ministre de l'économie et des finances du Cameroun), Ng'andu P. Magande (Ministre des finances et de la planification nationale de la Zambie), Ali Badjo Gamatie (Ministre des finances du Niger), B. R. Kukuri (Ministre délégué aux finances de Namibie), Jean Baptiste Compaoré (Ministre des finances et du budget du Burkina Faso) ont également abordé les problèmes associés aux Objectifs de développement du millénaire (ODM) des Nations Unies, à l'allègement de la dette, à la lutte contre la pauvreté, au NEPAD, et au rôle et à la représentation de l'Afrique au sein des institutions de Bretton Woods.

À la veille de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, l'Afrique était assaillie d'incertitudes.

M^{me} Okonjo-Iweala (Nigéria) a rappelé les perspectives de l'économie mondiale et leurs conséquences pour le développement de l'Afrique, l'effet de la volatilité des prix des produits de base, les réformes engagées avec le soutien des institutions de Bretton Woods, les conséquences du VIH/sida, et la crainte que les pays développés ne tiennent pas les

promesses faites à Monterrey et à Johannesburg pour permettre aux pays africains d'atteindre les ODM.

Mais c'est l'absence de progrès sur la question des débouchés commerciaux, en particulier agricoles, dans les pays développés qui suscite la plus grande inquiétude dans la région. La réunion ministérielle de l'OMC, à Cancún, a offert à l'Afrique une tribune pour soulever les grands problèmes; M^{me} Okonjo-Iweala a souligné à quel point l'échec des négociations et ses implications pour le commerce et le développement de l'Afrique l'avaient consternée, de même que ses confrères.

Grâce à quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad), la question des subventions à la production de coton avait explicitement été inscrite à l'ordre du jour de la conférence. Les producteurs de cette région sont évincés du marché par les subventions que les pays développés, les États-Unis notamment, accordent à leurs agriculteurs. Les pays ouest-africains avaient espéré la suppression de ces subventions et des dédommagements, mais la réunion s'est achevée sans aucun engagement en ce sens.

M. Compaoré (Burkina Faso) a également exprimé sa déception et mis en évidence les vastes ramifications de l'échec des négociations, en déclarant que les pays africains souhaitaient adresser un message à la communauté internationale. Pour les pays comme le Burkina Faso, où plus de 40 % de la population vit de la culture du coton, les menaces qui pèsent sur ce secteur vont compromettre la réalisation des ODM, que tous ces pays s'efforcent d'atteindre.

M. Kukuri (Namibie) partage ce sentiment. «La libéralisation totale du commerce mondial permettrait à 300 millions de personnes au moins de sortir de la pauvreté d'ici à 2015», a-t-il déclaré. «Bien entendu, nous nous réjouissons que plusieurs pays africains bénéficient d'initiatives particulières, comme la loi américaine sur la croissance et les possibilités en Afrique, grâce auxquelles les perspectives commerciales s'améliorent». Il a toutefois souligné que de telles initiatives ne doivent pas empêcher la conclusion d'un accord commercial plus global et durable dans le cadre du cycle de Doha.

M. Magande a demandé que, dans les secteurs commerciaux qui présentent un intérêt particulier pour eux et où ils ont un avantage concurrentiel, les pays en développement bénéficient d'un traitement équitable. «Nous voulons que le régime commercial international change», a-t-il lancé. À propos de l'échec de Cancún, M. Meboutou (Cameroun) a déclaré: «Nous sommes certes déçus, mais nous n'avons pas perdu espoir. L'Afrique aimerait saisir cette occasion d'en appeler à la bonne volonté de la communauté internationale pour que les négociations puissent reprendre et que nos demandes et souhaits soient pris en compte.

M^{me} Okonjo-Iweala : L'échec des négociations de Cancún nous a consternés.



M. Magande : Nous voulons que le régime commercial international change.



M. Compaoré : Les objectifs sont si ambitieux que, faute des fonds nécessaires à leur réalisation, ils resteront utopiques pour les pays africains.



Les ODM

L'échec de la conférence de Cancún a fait planer une ombre sur les réunions, mais les participants sont aussi soucieux de voir les efforts redoubler sur plusieurs fronts pour que les ODM puissent être atteints. Ils ont souligné que l'aide de la communauté internationale devait être maintenue. M. Compaoré a déclaré que son pays s'efforce de procéder à un ajustement et à des réformes structurelles pour atteindre ces objectifs, mais que la question du financement n'est pas encore réglée. Ce problème est crucial, car les objectifs sont si ambitieux que faute des fonds nécessaires, ils resteront utopiques pour les pays africains. Il s'est félicité de la proposition britannique, appuyée par la France, concernant la mise en place d'un mécanisme de financement international, mais a souligné qu'il fallait agir rapidement pour que l'Afrique ne «manque pas le coche».

Allègement de la dette

La lenteur des progrès sur le front de la dette a aussi été jugée alarmante. De nombreux pays ploient encore sous le fardeau de la dette, a déclaré M. Compaoré, mais même ceux qui ont atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative PPTE n'ont pas encore pu mobiliser toutes les ressources disponibles. Les choses évoluent assez lentement, et certaines parties sont hésitantes. Plusieurs ministres ont insisté à nouveau sur l'insuffisance des ressources de leur pays et demandé aux institutions de Bretton Woods de les aider à obtenir le financement nécessaire pour assurer la viabilité de la dette tout en stimulant la croissance. M^{me} Okonjo-Iweala a ajouté que la situation particulière des pays à faible revenu non admissibles à l'Initiative et dont la dette est insoutenable mérite toute l'attention de la communauté internationale.

Réduction de la pauvreté et croissance économique

Pour les ministres, la résorption de la pauvreté et l'augmentation des taux de croissance demeurent des objectifs vitaux intrinsèquement liés. Interrogé sur les effets que la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI peut avoir sur les niveaux de vie en Afrique, M. Magande a noté que ce dispositif, parallèlement aux documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté que les pays préparent en consultation avec la population, a permis aux Africains «de définir leur pauvreté, mais aussi des moyens d'en sortir.» Ces mécanismes aident aussi l'Afrique à établir des priorités de développement qui vont «faire progresser nos pays», a ajouté M. Magande.

Le NEPAD — programme lancé par les dirigeants africains en octobre 2001, qui comporte des engagements ambitieux en matière de développement à long terme de la région — appelle l'Afrique à comprendre

que le développement relève de sa responsabilité, mais qu'il s'agit d'un processus de longue haleine, a observé M. Gamatie (Nigéria). D'importants efforts s'imposent, et l'application du programme se heurte à des difficultés pratiques, à l'échelon régional surtout. À cet égard, il importe de renforcer la voix et la représentation des pays africains au sein des institutions de Bretton Woods pour que les politiques qu'elles favorisent s'inscrivent dans l'intérêt à long terme de ces pays. M. Gamatie a souligné que cela aiderait en outre les deux institutions à aligner leurs activités sur les objectifs du NEPAD en matière de commerce et d'intégration régionale. «Nous voulons nous faire entendre au sein de ces institutions de manière à leur exposer les mesures à prendre pour développer nos pays», a ajouté M. Magande.

L'une des ambitions premières du NEPAD est d'instaurer une bonne gouvernance grâce à l'intensification de la lutte contre la corruption et à l'amélioration de la transparence. Actuellement, c'est la transparence des opérations associées à l'extraction des ressources naturelles qui est au centre du débat. M^{me} Okonjo-Iweala a cité son propre pays, le Nigéria, riche en ressources pétrolières, comme participant à l'Initiative de transparence dans les industries extractives lancées par le Premier-Ministre britannique, Tony Blair, en septembre 2002. «Je pense que l'on va voir un nombre croissant de pays africains s'ouvrir et prendre part à cette initiative», a-t-elle déclaré. Elle a par ailleurs exprimé l'espoir que, alors que les pays africains renforcent leur capacité de gérer leurs comptes avec l'aide des institutions de Bretton Woods, les compagnies pétrolières internationales s'engagent à une même ouverture et à une même transparence. ■



M. Kukuri : La libéralisation totale du commerce mondial permettrait à 300 millions de personnes au moins de sortir de la pauvreté d'ici à 2015.



M. Meboutou : Nous sommes certes déçus, mais nous n'avons pas perdu espoir.



M. Gamatie : Il faut bien comprendre que le développement est un processus de longue haleine.

La rentabilité des banques japonaises est trop faible

Si l'État continue de jouer son rôle, la rentabilité des banques continuera sans doute à en pâtir.

Stefan Ingves

(suite de la première page) **BULLETIN** : Vos conclusions s'expliquent sans doute en partie par les caractéristiques singulières de l'économie japonaise, comme par exemple les taux d'intérêt nuls?

M. INGVES : Le secteur financier japonais est dominé par les banques et la présence des pouvoirs publics y est forte, plusieurs grands établissements étant dans le giron de l'État. À la base, on retrouve une structure qui rappelle celle de beaucoup de pays industrialisés au sortir de la Deuxième guerre mondiale. Au Japon, elle a survécu plus longtemps. Est ensuite survenu l'éclatement de la bulle spéculative, auquel a succédé une dizaine d'années de croissance faible, voire négative. Tout cela a contribué à un environnement particulier. Plus la croissance est faible et plus il est difficile de s'attaquer aux problèmes bancaires. Où que l'on soit, lorsque l'économie fonctionne au ralenti, les prêts improductifs sont sources de problèmes.

Le Japon a cela de particulier que les taux d'intérêt nominaux sont très faibles. Ces taux sont nécessaires pour sortir de la déflation et préserver la stabilité financière. L'inconvénient est qu'il devient difficile de détecter les créances douteuses car les emprun-

teurs en difficulté peuvent continuer d'assurer le service de leur dette. Notre évaluation a mis en évidence un secteur qui doit désormais opérer un changement structurel dans un environnement très défavorable.

BULLETIN : Le secteur bancaire japonais vous est-il donc apparu comme un terrain inconnu?

M. INGVES : Face à des banques en difficulté, la panoplie d'instruments disponibles est bien connue. Ces techniques ont été éprouvées dans beaucoup de pays à travers le monde. Elles fonctionnent dans des pays où l'État peut encore soutenir le secteur financier, comme au Japon.

BULLETIN : Votre travail d'évaluation vous a-t-il réservé des surprises?

M. INGVES : Il y a toujours une marge d'imprévu. Par exemple, au Japon, nous avons découvert que l'organisme chargé du contrôle des assurances n'avait pratiquement aucun actuaire. Or, le secteur des assurances japonais est l'un des plus importants au monde. Nous en avons parlé avec les autorités et l'on a recruté des actuaires. Il est encourageant de voir que l'on parvient à régler ce genre de détail. C'est d'ailleurs l'un des grands atouts du PESF.

Programme d'évaluation du secteur financier

Dans un monde où les flux de capitaux se multiplient, l'existence de systèmes financiers solides et bien réglementés est essentielle à la stabilité macroéconomique et financière. Mis en place conjointement par le FMI et la Banque mondiale en mai 1999, le PESF a justement pour vocation d'accroître l'efficacité des efforts déployés pour promouvoir la solidité des systèmes financiers des pays membres. Avec le concours d'experts de diverses instances nationales et organismes de normalisation, les évaluations visent à recenser les points forts et les vulnérabilités du système financier de chaque pays, à déterminer comment il gère les principales sources de risque, à évaluer les besoins du secteur financier en matière d'assistance technique et de développement, et à contribuer à établir les priorités en matière de politique économique. L'évaluation détaillée de l'observation des normes et des codes pertinents est une composante essentielle du PESF.

Le PESF est à la base des évaluations de la stabilité du système financier (ESSF), où les services du FMI abordent des questions se rapportant à sa surveillance, notamment les risques pour la stabilité macroéconomique issus du secteur financier et la capacité de ce dernier à absorber les chocs macroéconomiques. Les ESSF sont examinées avec les pays membres lors des consultations au titre de l'article IV, et nombreux sont ceux qui décident de les rendre publiques. À ce jour, 60 d'entre eux ont fait l'objet d'ESSF, dont plusieurs grands pays industrialisés, tels que le Canada, la Suisse, le Royaume-Uni et, dernièrement, le Japon. La publication des ESSF se fait à titre volontaire. On trouvera sur le site Internet du FMI (www.imf.org) les évaluations de plus d'une trentaine de pays.

BULLETIN : Dans vos recommandations vous faites une distinction entre stocks et flux. Pourriez-vous donner des précisions?

M. INGVES : À court terme, le plus gros problème du secteur financier est la faible capitalisation des banques. Si elles manquent de fonds propres, elles rechigneront à prêter et seront plutôt soucieuses de régler leurs propres problèmes et resteront vulnérables à une évolution défavorable de l'économie ou des marchés. Cela dit, le Japon est doté d'un dispositif de sécurité bien conçu qui prévoit dans le moindre détail comment les autorités et la Banque du Japon sont censées réagir aux banques en difficulté. Ce dispositif a servi et il semble conférer une certaine stabilité au système.

Pour faire face aux problèmes de stock du Japon, il faut purger le bilan des banques et les recapitaliser. Or, lorsqu'on les recapitalise, il faut veiller à ce que les banques soient bien gérées. Il ne suffit pas d'injecter des fonds pour ensuite espérer que les problèmes disparaîtront automatiquement.

J'ajouterai que les prêts improductifs ne sont pas le seul problème. Les banques japonaises ont une faible rentabilité; cela n'est d'ailleurs pas nouveau. Elles peuvent la relever en offrant de nouveaux services, mais au Japon la rentabilité est également tributaire du grand rôle que jouent les pouvoirs publics.

Les systèmes postaux d'épargne et d'assurance sont aujourd'hui parmi les plus importants au monde, après avoir enregistré une forte croissance durant ces dernières décennies. Presque tous les Japonais ont un livret à la poste et beaucoup y ont souscrit une police d'assurance. Les fonds qui transitent par ces systèmes finissent automatiquement dans les caisses de l'État car ils servent à acheter des titres publics de divers types. En outre, par le passé ces systèmes offraient des taux d'intérêt relativement élevés, échappaient pratiquement à tout contrôle et jouissaient d'exonérations fiscales, autant d'avantages qu'ils pouvaient faire valoir face à la concurrence.

Si l'on ajoute à cela les autres établissements financés par les pouvoirs publics à l'appui du logement et des PME, l'État apparaît comme concurrent du secteur privé. Mais les concurrents ne jouent pas à armes égales. Si l'État continue de jouer ce rôle dans le secteur privé, la rentabilité des banques continuera sans doute à en pâtir. Il devra donc finalement venir à leur rescousse faute de ne pas leur avoir accordé les moyens d'être suffisamment rentables. Cette situation n'est pas viable.

BULLETIN : Que faut-il faire?

M. INGVES : Pour assainir le secteur bancaire, le rendre plus rentable et lui permettre d'offrir des produits novateurs et plus performants, il importe que les grands établissements de dépôts et de prêts financés par l'État soient moins présents dans le secteur financier. C'est ce que préconise notre rapport. Mais comme des millions de personnes sont concernées, il faut procéder méthodiquement. Quitte à paraître paradoxal, à court terme les pouvoirs publics doivent redoubler d'efforts et s'attaquer résolument aux problèmes du secteur bancaire et au manque de fonds propres, mais il est entendu qu'à moyen terme leur rôle doit être restreint. Comment concilier ces exigences? Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'intervenir au moment opportun.

BULLETIN : Pensez-vous que le Japon réussira à accélérer ses réformes comme le recommande le rapport du PESF?

M. INGVES : Nous le souhaitons vivement. Ces problèmes traînent depuis une dizaine d'années. Sur le plan technique il n'y a pas de mystères. Les méthodes à employer sont connues et éprouvées. La question est plutôt de savoir comment amorcer le changement; or, là on s'engage sur le terrain politique. Comme il faut renforcer le rôle de l'État à court terme et le restreindre à moyen terme, des décisions politiques s'imposent. Dans le secteur financier, au Japon comme ailleurs, il y a toujours une certaine inertie et des partis pris.

M. HILBERS : Les initiatives que les autorités ont adoptées depuis un an sont encourageantes. Les choses doivent changer, le pays en est conscient et les autorités se sont mises au travail. Il s'agit maintenant de passer à la vitesse supérieure. Le Premier Ministre, M. Koizumi vient d'être réélu et Heizo Takenaka a conservé le portefeuille de l'économie et des services financiers. C'est là un gage de continuité pour les réformes et tout porte à croire que le programme de redressement financier sera appliqué avec d'autant plus de vigueur.

M. INGVES : Les mesures à prendre ne sont pas controversées. La question est plutôt de savoir comment s'y prendre, quand commencer et quelles peuvent être les conséquences. Bref, l'heure est à l'action.

BULLETIN : L'évaluation du PESF est achevée, les recommandations ont été formulées. Que reste-t-il à faire? Y aura-t-il un suivi?

M. INGVES : Les questions relevant du secteur financier sont appelées à recevoir une attention croissante dans les consultations au titre de l'article IV. D'ailleurs nous



M. Hilbers : Les choses doivent changer, le pays en est conscient et les autorités se sont mises au travail.

PESF et Japon : principales recommandations

Qualité des actifs et fonds propres bancaires

- Renforcer le provisionnement pour prêts improductifs
- Limiter l'utilisation de l'impôt différé actif dans le calcul des fonds propres

Recapitalisation bancaire

- Encourager les banques à mobiliser des capitaux sur les marchés pour tenir les exigences plus rigoureuses de provisionnement et de fonds propres
- Recapitaliser les banques d'importance systémique qui ne peuvent pas mobiliser suffisamment de capitaux sur les marchés
- Exiger des banques recapitalisées qu'elles renouvellent leur direction
- Relever le minimum de fonds propres requis des banques nationales à 8 % au moins

Gouvernance

- Exiger des banques qu'elles adoptent des réformes de gouvernement d'entreprise

Restructuration

- Encourager les banques à créer des filiales «de restructuration»
- Développer davantage le marché des obligations des entreprises en difficulté

Contrôle

- Accorder une autonomie opérationnelle totale au contrôleur du secteur financier (FSA)
- Fournir plus de ressources à la FSA et continuer à enrichir son capital humain

Participation de l'État au secteur financier

- Restreindre la participation de l'État dans le secteur financier en limitant les activités des établissements postaux d'épargne et d'assurance et des organismes de prêt publics.



M. Ingves : Je crois que l'on finira par aboutir à une surveillance plus continue du secteur financier de nos pays membres.

nous employons actuellement à élaborer un module à cet effet. Dans le cas des pays qui ont fait l'objet d'une évaluation et de recommandations dans le cadre du PESF, ce sera une conséquence tout à fait logique.

M. HILBERS : Le

Conseil d'administration l'a d'ailleurs clairement indiqué cette année lors de l'examen du PESF.

M. INGVES : Il y a fort à parier que la prochaine consultation avec le Japon abordera le secteur financier, et qu'elle fera référence au PESF et à ce qui a été fait depuis. Je crois que l'on finira par aboutir à une surveillance plus continue du secteur financier de nos pays membres.

BULLETIN : Compte tenu de l'importance de l'économie japonaise et du fait que les problèmes du secteur financier ne dataient pas d'hier, l'évaluation était-elle fort différente des autres?

M. INGVES : Le processus a été long et complexe, mais nous en sommes fort satisfaits. D'ailleurs, les autorités japonaises ont fait preuve d'un grand sérieux et d'un grand professionnalisme. Au début il a fallu se montrer diplomatique. Nous avons effectué plusieurs déplace-

ments et expliqué le fonctionnement du PESF. Cela fait une cinquantaine d'années que nous procédons à des consultations annuelles avec nos pays membres et ils y sont donc habitués. Lorsque je travaillais à la Banque centrale de Suède, et donc lorsque je recevais les missions, je savais à quoi m'attendre : je reprenais le dossier de l'année précédente et l'on travaillait à partir de là.

Par contre, le PESF n'existe que depuis quelques années. Les pays mettent un certain temps à s'y habituer et de notre côté aussi le travail évolue sans cesse. Comme le PESF est nouveau, de même que certains de nos interlocuteurs — les contrôleurs bancaires, par exemple — nous devons expliquer notre démarche.

M. HILBERS : Les équipes chargées du PESF sont en outre plus étoffées que celles des missions de consultation. Il n'y a pas que des représentants du FMI, il y a également des experts d'organismes nationaux de contrôle qui nous apportent leur collaboration, en particulier pour évaluer l'observation des normes et codes internationaux. Ces experts ajoutent une perspective interne de la profession.

M. INGVES : Cela a d'ailleurs été notamment le cas avec le Japon. Nous avons eu le privilège de compter sur des contrôleurs expérimentés d'autres pays industrialisés. Donc, pour répondre à votre question, oui c'est une démarche complexe et d'envergure mais qui fonctionne. Du reste, beaucoup de pays y souscrivent et ils s'y habituent. ■

Le FMI approuve un accord de confirmation triennal en faveur de l'Argentine



Roberto Lavagna, Ministre des finances de l'Argentine.

Le 20 septembre, le Conseil d'administration du FMI, réuni à Dubaï avant l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, a approuvé un accord de confirmation triennal en faveur de l'Argentine pour un montant de 12,55 milliards de dollars. Ce financement vise à permettre au pays de retrouver une croissance économique soutenue, de réduire la pauvreté et d'améliorer les indicateurs

de justice sociale. Les piliers de ce nouveau programme sont l'établissement d'un cadre devant garantir la viabilité des finances publiques et la normalisation des relations avec les créanciers, une stratégie de consolidation du système bancaire et des réformes institutionnelles

pour faciliter la restructuration des entreprises et améliorer le climat des affaires.

Au cours de l'année écoulée, l'Argentine a commencé à retrouver une certaine stabilité économique, a noté Anne Krueger, Première directrice générale adjointe du FMI, à l'issue de la réunion du Conseil d'administration. La croissance et la confiance sont de retour, le chômage régresse et l'inflation est fermement maîtrisée. Cela dit, l'Argentine doit encore affronter de nombreux défis, ce à quoi doit l'aider le nouveau programme appuyé par le FMI.

Ce programme doit servir à consolider les progrès réalisés récemment dans le sens de la stabilisation de l'économie, à rehausser les taux de croissance et à faire profiter l'ensemble de la société des bienfaits de l'assainissement de l'économie. Pour ce faire, il comportera trois éléments principaux :

- un cadre budgétaire à moyen terme devant permettre d'atteindre les objectifs fixés en matière de

croissance, d'emploi et de justice sociale, et de mettre en place les bases saines nécessaires pour normaliser les relations avec tous les créanciers et assurer la viabilité de la dette;

- une stratégie visant à consolider le système bancaire et à faciliter un accroissement des prêts bancaires indispensables pour alimenter la reprise;
- des réformes institutionnelles devant faciliter la restructuration de la dette des entreprises, régler la situation des sociétés de service public et améliorer fondamentalement le climat des affaires.

Les réformes sont soigneusement étalées dans le temps de manière à permettre aux décideurs de former un consensus. Dans ces trois domaines, les objectifs retenus sont les suivants :

Croissance et inflation : Croissance du PIB de 5,5 % pour 2003 et maintien autour de 4 % de 2004 à 2006. L'inflation de base devrait être maintenue en dessous de 10 %.

Politique budgétaire : Il s'agit avant tout de porter l'excédent primaire consolidé de 2½ % du PIB en 2003 à 3 % en 2004. Au-delà, les autorités se sont engagées à maintenir les excédents à un niveau suffisant pour couvrir les paiements nets au titre de la dette productive et des obligations qui pourraient naître d'un accord de restructuration, sans perdre de vue les objectifs en matière de croissance, d'emploi et de justice sociale.

Réformes budgétaires structurelles : Des mesures sont envisagées pour faciliter l'assainissement des finances publiques et l'élimination progressive des distorsions fiscales. Les autorités se sont engagées à préparer pour 2004 une réforme fiscale et une loi sur la réforme des relations entre le gouvernement fédéral et les provinces, de manière qu'elles puissent entrer en vigueur à l'exercice 2005.

Politique monétaire : Les autorités continueront à s'efforcer d'ancrer les anticipations de faible inflation, la croissance de la base monétaire devant résulter essentiellement de l'accumulation de réserves internationales. Il est aussi envisagé d'adopter le régime de ciblage de l'inflation avant fin 2004 et les réformes nécessaires pour accroître l'indépendance de la banque centrale.

Réformes bancaires : Il s'agit en priorité de rendre l'ensemble du système plus solide et d'assainir la situation financière des banques publiques. D'ici à la fin de 2003, les autorités entendent supprimer les règles prudentielles appliquées provisoirement aux prêts au secteur privé, et mener à bien l'indemnisation des banques qui ont subi des pertes à la suite de la pésoisation asymétrique et de l'indexation de leurs bilans. Les autorités se sont aussi engagées à surveiller étroitement la solidité du secteur bancaire. À cet égard, elles évalueront les effets des pertes consécutives aux injonctions des tribunaux (*amparos*) et définiront les mesures à prendre pour consolider le système.

Restructuration de dettes : Les autorités se sont aussi engagées à parvenir à une restructuration complète et ordonnée de la dette publique qui permette d'éliminer les écarts de financement et d'arriver à la viabilité à moyen terme. Elles doivent poursuivre les négociations avec les créanciers extérieurs pour terminer la restructuration de la dette publique en 2004.

Sociétés de service public : Le Congrès devrait approuver rapidement une loi déléguant à l'exécutif le pouvoir de renégocier les contrats de ces sociétés et de procéder à des hausses de tarifs intérimaires.



Cadre juridique prévisible : Les autorités réexamineront le régime d'insolvabilité du pays et institueront un cadre légal et réglementaire propre à faciliter la restructuration des dettes des entreprises privées.

La limitation des risques

M^{me} Krueger reconnaît que ce programme comporte des risques, notamment du fait que certains éléments fondamentaux des réformes bancaire et budgétaire ne seront formulés qu'à un stade ultérieur alors qu'ils seront déterminants pour la réussite du programme à long terme. «Pour limiter ces risques autant que possible, il faudra absolument que les autorités argentines fassent preuve de fermeté dans leurs actions et qu'elles les assument pleinement.» En outre, la réussite du programme repose en grande partie sur la conclusion rapide d'un accord viable de restructuration de la dette, qui permettrait à l'Argentine d'avoir à nouveau accès aux marchés de capitaux. Anoop Singh, Directeur du Département Hémisphère occidental du FMI, a fait écho à ces propos lors de son allocution liminaire à la conférence de presse du 21 septembre. Il s'est félicité de la reprise en cours en Argentine, tout en rappelant que «beaucoup dépendra de la fermeté avec laquelle le programme sera appliqué et de la réussite de la restructuration de la dette.» ■

Anoop Singh : Beaucoup dépendra de la fermeté avec laquelle le programme sera appliqué et de la réussite de la restructuration de la dette.

Publications récentes
IMF Working Papers (Documents de travail, 15 S)

- 03/153: "What Would a Development-Friendly WTO Architecture Really Look Like?" Aaditya Mattoo and Arvind Subramanian
- 03/154: "Does Productivity Growth Lead to Appreciation of the Real Exchange Rate?" Jaewoo Lee and Man-Keung Tang
- 03/155: "Fiscal Policy in Nigeria: Any Role for Rules?" Thomas Baungsaard
- 03/156: "Singapore, Inc., Versus the Private Sector: Are Government-Linked Companies Different?" Carlos D. Ramirez and Ling H. Tan
- 03/157: "Hierarchy and Authority in a Dynamic Perspective: A Model Applied to Donor Financing of NGO Proposals," Boriana Yontcheva
- 03/158: "Bank Consolidation, Internationalization, and Conglomeration: Trends and Implications for Financial Risk," Gianni De Nicoló, Philip Bartholomew, Jahanara Zaman, and Mary G. Zephirin
- 03/159: "Asymmetric Adjustment and Nonlinear Dynamics in Real Exchange Rates," Hyginus L. Leon and Serineh Najarian
- 03/160: "Exchange Rate Regime Choice in Historical Perspective," Michael D. Bordo
- 03/161: "Recovery Rates from Distressed Debt—Empirical Evidence from Chapter 11 Filings, International Litigation, and Recent Sovereign Debt Restructurings," Manmohan Singh
- 03/162: "Fiscal Sustainability and Policy Issues in the Eastern Caribbean Currency Union," Pheby Kufa, Anthony J. Pellechio, and Saqib Rizavi
- 03/163: "Fiscal Transparency in EU Accession Countries: Progress and Future Challenges," William A. Allan and Taryn R. Parry
- 03/164: "The Wage-Price Spiral: Industrial Country Evidence and Implications," Magda E. Kandil
- 03/165: "Social Returns to Education: Evidence from Italian Local Labor Market Areas," Alberto Dalmazzo and Guido de Blasio
- 03/166: "Does Trade Credit Substitute Bank Credit? Evidence from Firm-level Data," Guido de Blasio

IMF Country Reports (Rapports sur les pays membres, 15 S)
(Le nom du pays seul fait référence au rapport pour les consultations au titre de l'article IV)

- 03/239: Kingdom of the Netherlands
- 03/240: Kingdom of the Netherlands: Selected Issues
- 03/241: Tanzania: Financial System Stability Assessment, including Reports on the Observance of Standards and Codes on Banking Supervision

- 03/242: Ireland
- 03/243: United States: Report on the Observance of Standards and Codes—Fiscal Transparency Module
- 03/244: United States
- 03/245: United States: Selected Issues
- 03/246: Mali: Sixth Review Under the PRGF
- 03/247: Uruguay
- 03/248: Ecuador: First Review Under the Stand-By Arrangement and Requests for Modifications and Waiver of Nonobservance and Applicability of Performance Criteria
- 03/249: Cameroon: Poverty Reduction Strategy Paper
- 03/250: Guinea
- 03/251: Guinea: Selected Issues and Statistical Appendix
- 03/252: Republic of Croatia: First Review Under the Stand-By Arrangement and Requests for Waiver of Non-observance and Applicability of Performance Criteria
- 03/253: Vanuatu: Assessment of the Supervision and Regulation of the Financial Sector, Volume I
- 03/254: Vanuatu: Assessment of the Supervision and Regulation of the Financial Sector, Volume II
- 03/255: Cameroon: Joint Staff Assessment of the Poverty Reduction Strategy Paper
- 03/256: Ukraine: Report on the Observance of Standards and Codes
- 03/257: Bolivia
- 03/258: Bolivia: Selected Issues and Statistical Appendix
- 03/259: Tunisia
- 03/260: Haiti: Staff-Monitored Program
- 03/261: India: Selected Issues and Statistical Appendix
- 03/262: Monaco: Assessment of the Supervision and Regulation of the Financial Sector, Volume I
- 03/263: Monaco: Assessment of the Supervision and Regulation of the Financial Sector, Volume II
- 03/264: Malta: Financial System Stability Assessment, including Reports on the Observance of Standards and Codes
- 03/265: Georgia: Poverty Reduction Strategy Paper
- 03/266: Iceland
- 03/267: Democratic Republic of the Congo: Enhanced Initiative for Heavily Indebted Poor Countries—Decision Point Document
- 03/268: Democratic Republic of the Congo: Joint Staff Assessment of the Interim Poverty Reduction Strategy Paper Preparation Status Report
- 03/269: Democratic Republic of the Congo: Interim Poverty Reduction Strategy Paper Preparation Status Report
- 03/270: Democratic Republic of the Congo: Second Review Under the PRGF and Request for Waiver of Performance Criteria

Ces publications peuvent être obtenues à l'adresse suivante : IMF Publication Services, Box X2003, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

On trouvera sur le site www.imf.org des informations en anglais concernant le FMI. Le site www.imf.org/external/fre/index.htm propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

Perspectives de l'économie mondiale . . .

Le retour à une croissance normale est annoncé

Pour la première fois depuis longtemps, le FMI affiche un optimisme prudent et estime que la croissance mondiale retrouvera bientôt un rythme normal, a affirmé Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études de l'institution. Lors de la conférence de presse du 18 septembre marquant la parution de l'édition d'automne des *Perspectives de l'économie mondiale*, M. Rogoff a noté que les incertitudes géopolitiques s'éloignent, que les contrecoups de l'éclatement de la bulle boursière sont en voie de résorption et que les politiques de relance massive mises en place après la phase de ralentissement commencent à porter leurs fruits. Cependant, la croissance ne sera pas équilibrée : aux États-Unis et dans les pays émergents d'Asie, nul ne sait pendant combien de temps elle se poursuivra, tandis que l'Europe lutte toujours pour se sortir de ses difficultés et qu'au Japon, les perspectives restent maussades malgré une nette amélioration.

De nombreux risques continueront de peser sur l'économie mondiale jusqu'au second semestre de 2004, voire au delà. L'inquiétant profil des déséquilibres mondiaux des transactions courantes s'aggravera sans doute avant de s'améliorer, car les États-Unis accaparent toujours la majeure partie d'une épargne mondiale qui est constituée essentiellement par les pays d'Asie. La reprise américaine ne crée pas d'emplois, ce qui peut pénaliser la consommation, de même que la menace d'éclatement de la bulle immobilière qui s'est formée dans certains pays, étant donné surtout que les taux d'intérêt, proches des plus faibles niveaux jamais atteints, augmenteront lorsque l'économie mondiale repartira. Le volume élevé et croissant de la dette publique dans le monde est un autre nuage à l'horizon (voir *Bulletin du FMI* du 15 septembre, page 255). Toutefois, vu le temps qu'il a fallu pour parvenir à un redressement durable de l'activité depuis le ralentissement de 2001, une reprise déséquilibrée est de loin préférable à pas de reprise du tout.

Les projections de référence concernant la croissance mondiale n'ont pas varié depuis avril, c'est-à-dire 3,2 % pour 2003 et 4,1 %, soit un taux légèrement supérieur à la normale, pour 2004. Cependant, le FMI estime que les risques seront pour ainsi dire équilibrés au cours des 9 à 12 prochains mois.

Une situation contrastée dans les pays industrialisés

Aux États-Unis, les dernières données, notamment sur la productivité, sont pour la plupart encourageantes et la prévision d'une croissance de 2,6 % en 2003 et de 3,9 % en 2004 semble réaliste. Ces projections pourraient même être dépassées à la fin de 2004. Par la

suite toutefois, si les chiffres sur la productivité restent encourageants, il faudra tôt ou tard maîtriser les déficits jumeaux.

Au Japon, on a observé récemment une remontée spectaculaire de la croissance du PIB, de sorte que les prévisions pour 2003 et 2004 ont été révisées à la hausse et portées, respectivement, à 2 % et 1,4 %, mais on ne voit pas encore le bout du tunnel. Les échanges avec les économies émergentes d'Asie en pleine expansion, notamment la Chine, ainsi que l'investissement fixe des entreprises, ont alimenté la croissance à court terme. Cependant, les problèmes structurels découlant de la situation financière des entreprises et des banques, l'accroissement rapide de la dette publique et les anticipations déflationnistes persistantes constituent toujours des obstacles majeurs à une croissance vigoureuse et durable.

En Europe, les bonnes nouvelles qui viennent du reste du monde semblent être les informations les plus rassurantes, souligne M. Rogoff avec regret. L'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas étaient en récession pendant le premier semestre de l'année et le PNB de la France a reculé au deuxième trimestre, de même que celui de la zone euro dans son ensemble. Les principaux problèmes sont notamment la faiblesse de la confiance des ménages et la fragilité des entreprises. Pour l'instant, souligne M. Rogoff, la plupart des Européens qui veulent voir une reprise économique doivent la regarder à la télévision. Cependant, si les prévisions sont justes, la croissance dans la zone euro passera de 0,5 % en 2003 à 1,9 % en 2004. Cet optimisme très tempéré tient à ce que, selon les projections, les exportations vers le reste du monde augmenteront, ainsi qu'à la forte synchronisation entre l'économie européenne et celle des États-Unis en raison de nombreuses variables communes (technologie, cours du pétrole et confiance, entre autres). Enfin, il est très important de signaler que, ces derniers mois, un certain nombre d'initiatives encourageantes ont été lancées sur le front des réformes structurelles : notamment le projet du gouvernement allemand de réaménager le marché du travail et les actions engagées en France pour régler la question politiquement sensible des retraites.

Une croissance solide dans les PVD

La croissance vigoureuse observée en Chine et en Inde laisse envisager une inévitable redistribution des cartes



Kenneth Rogoff : Pour l'instant, la plupart des Européens qui veulent voir une reprise économique doivent la regarder à la télévision.



Laura Wallace
Rédactrice en chef
Sheila Meehan
Rédactrice principale
Christine Ebrahim-zadeh
Elisa Diehl
Natalie Hairfield
Rédactrices
Maureen Burke
Assistante de rédaction
Philip Torsani
Maquettiste/Graphiste
Julio Prego
Graphiste

Avec la collaboration de
Prakash Loungani

Édition française
Division française
Services linguistiques
Yannick Chevalier-Delanoue
Traduction
Catherine Helwig
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6^e édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à imf-survey@imf.org. Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2003, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org

13 octobre 2003
296

en Asie. Selon les *Perspectives*, la croissance sera de 7,5 % en 2003 et en 2004 en Chine et, dans ce pays, les risques se trouvent plutôt du côté d'une trop forte activité. Elle est également robuste en Inde, où elle atteindra, d'après les projections, 5,6 % en 2003 et 5,9 % en 2004. En Amérique latine, une reprise timide, soutenue par la vigueur des exportations, semble s'esquisser, mais la demande intérieure est toujours faible. En Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud), l'activité reste solide et s'établira à 3,6 % en 2003 et à 5,9 % en 2004, à condition, pour cette dernière année, que la situation politique s'améliore nettement et que les conditions météorologiques soient favorables.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, nous prévoyons une croissance de 5,2 % en 2003 et de 4,5 % en 2004, mais à plus long terme tout dépendra de la solution apportée aux problèmes structurels examinés dans les *Perspectives*. En 2004, le prix de référence du pétrole devrait être de 25 dollars le baril, encore qu'il soit difficile de faire des prévisions sur les prix du pétrole.

En bref, l'économie mondiale semble enfin sortie d'une passe difficile, et un optimisme prudent est donc justifié, mais ce n'est pas le moment de se laisser aller au triomphalisme. L'échec récent des négociations commerciales à Cancún est une tragédie — en particulier parce que, si le commerce international manque de dynamisme, la croissance mondiale finira par ralentir sensiblement et la pauvreté augmenter.

L'excédent commercial chinois

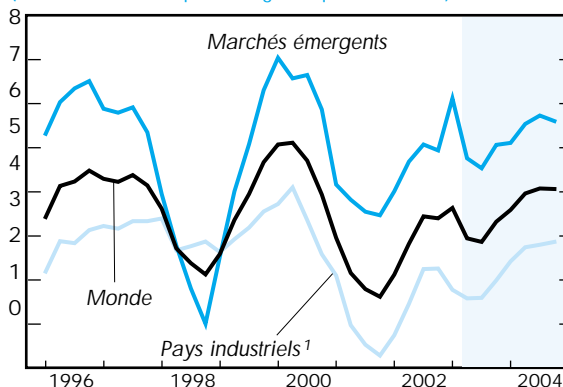
À une question sur le rôle joué par la sous-évaluation du yuan dans l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis et l'Union européenne, M. Rogoff a répondu qu'il faut aborder ce dossier sous l'angle des soldes courants multilatéraux, et non bilatéraux, ainsi que des rapports de change, et que les nombreux contrôles en vigueur dans l'économie chinoise font qu'il est difficile de distinguer précisément les effets du taux de change sur le solde courant. La multiplicité actuelle des contrôles et l'accumulation rapide de réserves par la Chine semblent bel et bien indiquer que des forces considérables poussent à l'appréciation du yuan. Cependant, le débat est le même qu'il y a 15 ou 20 ans à propos du Japon dont l'excédent commercial semblait d'autant plus augmenter que le yen s'appréciait, ce qui montre qu'il n'existe pas de relation aussi simple et directe entre taux de change et balance commerciale.

L'après-Cancún

Alors qu'on lui demandait d'évaluer les conséquences macroéconomiques vraisemblables de la rupture des négociations commerciales à Cancún, M. Rogoff a souligné que l'expansion régulière du commerce international pendant l'après-guerre a contribué puissamment à l'augmentation des revenus et à la réduction de la pauvreté dans le monde. À ses yeux, le ralentissement

L'économie mondiale devrait redémarrer à la fin de 2003

(PIB réel; variation en pourcentage sur quatre trimestres)



¹ Australie, Canada, Danemark, États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni, Suède, Suisse et zone euro.

Sources : Haver Analytics; estimations des services du FMI.

des échanges ces dix dernières années est très préoccupant. Il est important que le commerce mondial continue de croître pour que le niveau élevé des gains de productivité atteints ces dernières années — et que beaucoup tiennent pour acquis — puisse être préservé.

Quant au Moyen-Orient, M. Rogoff estime que, si les problèmes de sécurité freinent la croissance, du fait, par exemple, de leurs répercussions sur le tourisme, les projections sont fondées sur l'hypothèse d'une augmentation des prix et de la production de pétrole. Certaines réformes structurelles ont progressé, mais, pour que la croissance s'accélère, il sera sans aucun doute nécessaire, à plus long terme, de rendre les économies flexibles, de les rendre moins tributaires du pétrole, de les ouvrir sur l'extérieur, de renforcer les institutions et de réduire le rôle du secteur public.

Déséquilibres et questions monétaires

Les déséquilibres des soldes courants posent un problème majeur à moyen terme, qu'aggrave probablement le caractère inégal de la reprise. Un jour, le déficit courant des États-Unis, qui dépasse actuellement 5 % du PIB, devra être résorbé et le dollar s'effondrera. Sur quelles monnaies portera alors le poids de l'ajustement? À l'évidence, il serait beaucoup plus dangereux qu'il soit supporté essentiellement par l'euro, c'est-à-dire sans appréciation des monnaies asiatiques. Et M. Rogoff de prévenir : «Il est déjà suffisamment préoccupant que l'économie mondiale vole actuellement sur un seul moteur, mais ce serait encore pire si l'atterrissage se faisait sur une seule roue».

Marina Primorac
FMI, Département des relations extérieures

L'édition des *Perspectives de l'économie mondiale* de septembre 2003 est disponible au prix de 49 dollars (enseignants et étudiants, 46 dollars) auprès du Service des publications. Pour commander, voir instructions page 294. Ce document figure aussi sur le site (www.imf.org).